Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

VENDREDI 11 JUIN N° 206

Belgique: 15 FB Commission Paritaire No 56 942

Tribune préparatoire au IIe Congrès du PCR ml voir p.2

BORDEAUX SEP

2 000 DANS LA RUE

NOTRE DROIT DE GREVE, ON LE DEFEND

Hier à Bordeaux, la section CFDT de la SEP (société européenne de propulsion), appuyée par l'UD-CFDT et l'UD-CGT appellait à une manifestation pour protester contre le licenciement de cinq militants et travailleurs de la SEP et la menace qui plane sur quinze autres.

C'est entre 1 500 et 2 000 personnes qui ont défilé dans les rues de Bordeaux. Les travailleurs de la SEP qui y participaient ont jugé cette manifestation positive.

Une idée s'affirme : riposter coup pour coup aux attaques de la bourgeoisie en crise contre nos droits ! A la SEP, les travailleurs et leur section CFDT n'ont pas attendu | D'autres initiatives se préparent : nouvelles manifestations, campagne de tracts et d'affiches, création d'un comité de soutien...

Aujourd'hui, une assemblée générale est convoquée devant l'usine pour décider de la poursuite de

Pas une attaque contre nos libertés démocratiques et syndicales sans riposte de masse !

REPORTAGE TÉMOIGNAGE

Où va l'Allemagne?

Renforcement policier en RFA volonté hégémonique en Europe

voir p. 12

Pour ·le Cambodge

Témoignage de Vincent MONTEIL

voir p. 10

BAN LES TROUPES SYRIENNES STOPPÉES

Les troupes syriennes ont arrêté leur marche vers Beyrouth, grâce à la

résistance des masses palestiniennes et libanaises. Mais de nouveaux renforts

arrivent, malgré la condamnation de leur intervention par de nombreux pays arabes. La Syrie continue à bombarder Saïda, Tripoli et Beyrouth, les trois principales villes sur la côte.

ECHEC A LECAN **500 MAGISTRATS** FINT GREVE



«La grève est illégale» répétaient, après Lecanuet, les journaux et les chaînes de radio.

Pourtant, hier, 500 magistrats ont imposé le droit de grève en la faisant. Comme devait le souligner Hubert Dalle, en concluant le meeting du Syndicat de la Magistrature, en cela la grève était déjà un succès. Si les grévistes évitaient tout incident et assuraient partout un service minimum, les gardes républicains ont pourtant expulsé du Palais de Justice de Paris une trentaine d'avocats qui, en robe, distribuaient des tracts de solidarité.

Ainsi, malgré les appels répétés et menaçant à «l'obligation de réserve» que profèrent Chirac, Poniatowski, Lecanuet, à l'intention des fonctionnaires ; malgré la circulaire de Lecanuet aux chefs de juridiction, leur demandant de lui transmettre les noms des grévistes, la grève de jeudi a montré que de nom-

breux magistrats n'acceptaient pas de devenir les agents dociles du pouvoir, à l'heure où le gouvernement tend à modeler son administration selon le «systěme allemand» pour en faire un instrument san

faire un instrument sans faille de répression du peuple. La classe ouvrière, par ses luttes pour la défense de ses libertés démocratiques, approfondira cette crise de la justice bour-

suite p . 3

A Saïda, les soldats syriens faits prisonniers sont étonnés d'une telle résistance à leur intervention. Depuis le début de leur intervention armée du 1er juin, les Syriens ont massacré plus d'un millier de personnes. C'est pour eux et pour les Soviétiques, la «normalisation de la situation». Ils ont commencé à détruire la région qui n'a pas été touchée par les événements depuis un an, le sud, parce que les Phalanges sont inexistantes. Ils ont détruit ce qui restait encore de Beyrouth avec leur nouvel armement qui n'a pas encore été utilisé contre les sionistes. Parce que la Saïka connait mieux la régionouest de Beyrouth que les Phalanges et connait mieux les camps, elle a pu détruire et massacrer en quelques jours plus que ce que les forces réactionnaires libanaises n'ont pu faire pendant un an de combats.

La Syrie est entrée alors que les forces politiques de gauche se mettalent d'accord avec Sarkis, le président préféré de la Syrie, qu'elle a fait ellemême élire. Si elle souhaitait réellement la fin de la guerre au Liban, les troupes syriennes ne devaient pas rentrer. Il est devenu clair que le régime syrien a envoyé ses troupes pour liquider la Révolution Palestinienne et les forces patriotiques libanaises. Le régime syrien veut faire ce que le roi Hussein de Jordanie a fait en septembre 70. La large mobilisation des masses libanaises autour de la Révolution Palestinienne l'en a empêché jusqu'ici.



TRIBUNE DU 2e CONGRES **DU PCRmI**

LETTRE DE L'OC-GOP AUX CAMARADES DU PCR

La lecture du projet de programme proposé à votre II^e Congrès nous laisse dans un mélange de satisfaction et d'insatisfaction. Satisfaction parce que, pour l'essentiel, nous sommes largement d'accord avec l'analyse et les perspectives présentées. Insatisfaction parce qu'il nous semble que ces thèses nous laissent un peu sur notre faim. On y analyse en détail la crise profonde de l'impérialisme français, bon, et maintenant ? Qu'est-ce qu'on en fait ? Comme le remarque la tribune de la Cellule Postiers-banlieue Nord, il reste un trou entre programme de luttes, de type syndical, et l'affirmation de la tâche «centrale», l'insurrection prolétarienne. Autrement dit, le PCR nous apparaît aujourd'hui comme une organisation de communistes, capables de dégager les mots d'ordre combatifs et de rappeler le but final, mais pas encore comme une organisation léniniste, décidée à saisir le moment actuel, à déterminer des objectifs politiques de la phase actuelle, le maillon qu'il faut pour lier pour, selon les mots des camarades déjà cités, «réaliser l'unité

Monde soit une zone d'instabilité pour l'impérialisme, que l'Europe ne constitue qu'un enjeu entre USA et URSS, et non entre la réaction et la révolution. Dès lors, que signifie, en France, «faire payer la crise à la bourgeoisie I». Pour nous, cela ne signifie rien de moins que de faire la révolution prolétarienne, du moins dans tous les pays de «l'Europe du Sud», celle qui ne peut pas profiter de la Nouvelle Division du

Cette spécificité des situations de crise avait déjà été repérée lors du IIIº Congrès de l'Internationale Communiste, dans ses «Théses sur la tactique», thèses qui aujourd'hui devraient être le livre de chevet de tous les léninistes | «La lutte pour les revendications les plus modestes prend les proportions d'une lutte pour le communismes. Toute la question devient donc. pour les communistes, de lancer la lutte, nécessairement d'ensemble. pour les intérêts immédiats, et par là, de barrer la route à la bourgeoisie, de mettre en crise sa domination politique, d'ouvrir la crise révolutionnaire.

Non pas directement l'insurrection prolétarienne, mais «Dehors Giscard, Chirac». Tel est le seul débouché possible à l'offensive d'ensemble : viser ou plus haut ou plus bas est irréaliste actuellement.

Cela les dirigeants du PCR le savent sans doute mais voilà : si on ne chasse pas Giscard par l'insurrection prolétarienne, alors on doit bien se poser la question du gouvernement de gauche. Serait-ce un bien ? un mal ?

Lénine a traité de ce problème dans un livre décisif : «La maladie infantile du communismen. Il y avance deux arguments pour porter les réformistes au gouvernement

1) affaiblir l'ennemi en profitant de ses contradictions, obliger les réformistes à se battre avec les réactionnaires («car //s redoutent leur propre victoire (u)

Zlamener les masses, par leur propre expérience à découvrir ce que sont les réformistes. «De ce que la majorité des ouvriers les suivent encore, il résulte, avec certitude, que les communistes doivent alder les (réformistes) à vaincre les (réactionnaires). Agir autrement, c'est entraver l'œuvre de la révolution».

Les thèses proposées affirment pleinement la validité de ces deux arguments. En effet, le projet du PCF «suscite une opposition virulente de la bourgeoisie en place» et de l'impérialisme. D'autre part, «une des conditions de l'insurrection victorieuse, c'est que les masses aient fait l'expérience de la nature bourgeoise du PCF, ce qui peut revêtir la forme d'un gouvernement avec le PCF». Bien, alors ? Alors ces considérations restent à l'état de remarques, aucune conclusion politique explicite n'en est tirée (mais peut-être y a-t-il un rapport d'orientation non public). Pourtant, «savoir trouver, présenter, la voie concrète, le tour spécial des évènements, qui conduira les masses vers la grande lutte

révolutionnaire véritable, tel est le principal objet du Communisme en Europe Occidentale». Et Lénine précise bien : «Nous ne parlons pas du genre de lutte qui décidera du sort de la Révolution» (cette question ne fait aucun doute pour le PCR comme pour tous les véritables communistes), mais «nous parlons du motif qui incitera les masses à se mettre en mouvement et les amènera au seuil de la Révolution». Pour nous, ce «tour spécial des évênements», en France comme au Chili, au Portugal, en Italie, c'est la chute de la forme traditionnelle de gouvernement bourgeois, c'est sans doute dans un premier temps le gouvernement réformiste comme conséquence de cette chute. Qu'en pense le PCR ?

Cette hésitation du PCR devant le «saut» de la tactique, ce refus de l'engagement sur le terrain de la lutte proprement politique, cette oscillation entre le discours idéologique sur la révolution et les mots d'ordre strictement syndicaux, ne sont que les marques des limites objectives d'un groupe de militants, porteurs des acquis du marxisme-léninisme, cherchant à se lier aux masses, mais encore loin de constituer l'avant-garde de la classe et le quartier général de ses luttes. Nous n'irons pas le reprocher au PCR : nous sommes dans le même cas. Nous reprochons tout au plus au PCR de ne pas tendre à agir en parti, tout en laissant planer un doute sur la nature de parti.

Et là, les thèses ne font rien pour dissiper le doute. Nous sommes d'accord qu'il faut «construire un parti de type nouveau», et d'accord sur ce type de parti. Mais voilà, comment ? Implicitement. la tribune de Richard Desgraves s'en prend à nous parce que nous «introduisons une rupture d'ordre métaphysique entre les moyens d'y parvenir et l'expression manifeste de son développement». Certes, des ruptures, il en

existe, dans tout processus réel | Et la construction du parti est de ceuxlà : parcours qui passe par des phases d'accumulation quantitative et des sauts qualitatifs. Le point de départ n'est pas le point d'arrivée | La métaphysique, on en trouve plutôt la trace dans des formules de la même tribune : «Construire le parti de type nouveau, c'est donc y mener la lutte entre oui, un saut qualitatif décisif sera fait dans la construction du parti de type nouveau. Et non pas quand auront fusionné les quelques milliers de marxistes-léninistes (ou se voulant tels) déjà orga-

Mais cela n'empêche pas bien sûr qu'une telle fusion serait une très bonne chose. Pour notre part, nous pensons prochainement fusionner avec l'OC-

deux voies...» Où ça ? **POUR VOUS PROCURER** LE PROJET DE PROGRAMME



Dans le parti (PCR) déjà existant 17

Pour nous, nous sommes à l'étape du pôle politique, où les marxistes-léninistes déjà organisés structurent et politisent la gauche ouvrière et populaire, en y portant le débat, en v faisant des propositions politiques (il s'agit donc bien, en quelque sorte, d'agir en parti !), afin que cette gauche s'empare de ses responsabilités : diriger le camp du peuple. Quand ce large secteur de cette gauche s'en sera emparé, alors

Révolution ! et espérons vivement pouvoir entamer bientôt avec le PCR un semblable processus. Pour celà, il est nécessaire que le PCR exprime son avis sur les tâches brûlantes, les tâches politiques de l'heure. C'est pourquoi nous vous souhaitons un bon travail et un riche débat lors de votre II Congrès.

Nous publierons la semaine prochaine, une réponse aux questions soulevées ici par les camarades de l'OC.

COMMENT PARTICIPER A LA TRIBUNE ?

A l'occasion de la préparation du 2ª Congrès du PCRml, le Quotidien du Peuple a demandé à des responsables du Parti Communiste Révolutionnaire de répondre aux questions qui lui seraient envoyées concernant le projet de programme élaboré par le Comité Central.

Pendant toute la durée de préparation du Congrès, l'animation de cette tribune sera confiée à Richard Desgraves, collaborateur du Comité Central.

Camarades, amis, militants révolutionnaires, participez activement à cette tribune en envoyant au Quotidien du Peuple, vos réflexions et vos critiques, acquis de votre expérience pour contribuer à enrichir et préciser la ligne de notre Parti I

démasquer le révisionniscience aux masses que la crise ne se résoudra que par la Révolution Prolétarienne».

D'abord, les camarades du PCR en sont-ils persuadés ? A lire les thèses, il semble que seul le Tiers

de la classe ouvrière, Politique, car toute action partielle mobilise en face totalité de la bourgeoisie, résumée par son gouvernement.

> Le programme de lutte du peuple face à la crise se condense donc en un seul mot d'ordre politique : la chute du gouvernement, la chute du régime actuel.

ABONNEMENT

NOM ADRESSE..... PROFESSION 1 an: 300 F 6 mois 150 F 3 mois: 80 F 1 mois: 30 F

Envoyer au Quotidien du Peuple BP 225 - 75924-Paris Cedex 19 - CCP 23 132 48F Paris



POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE **ACHETEZ-LE TOUS LES JOURS** DANS LE MEME KIOSQUE

POLITIQUE

Extraits d'une interview d'un responsable du Syndicat de la Magistrature

"LE DROIT DE GREVE, **CA SE CONQUIERT!"**

QdP: Que pensez-vous de la déclaration de Lecanuet selon laquelle votre grève est illégale ?

Ce n'est pas notre point de vue. L'article 10 du statut sur lequel elle s'appuie, et qui remonte à 1958, ne parle ni de «cessation de travail», ni de «grève», mais seulement «d'entrave au fonctionnement des juridictions». Or, même dans les tribunaux où la grève sera le mieux suivie, nous maintenons un service minimum. Donc, on peut comparer notre action à un délit comme celui de «coalition de fonctionnaires», mais on ne peut pas parler d'entrave au fonctionnement des juridictions.

D'autre part, le droit de grève est affirmé par la constitution et se rattache au droit syndical. Or, le droit syndical dans la justice est maintenant reconnu : il n'y a pas de raison que le droit de grève ne le soit pas un jour.

Nous pensons que le droit de grève, ça se conquiert, et ce n'est pas avec l'exégèse de textes juridiques qu'on l'empêchera. Il faut donner une autre interprétation à l'article 10 du statut, et pour nous, réussir la grève, c'est cela. Une première grève, il n'y a guère de chances qu'elle soit majoritaire. Mais s'il y a suffisamment de gens qui la suivent et si elle n'est pas suivie de répression, alors nous aurons atteint notre

> EN DEUX ANS, UNE TRENTAINE DE MAGISTRATS **POURSUIVIS**

QdP: Vous pensez que Lecanuet pourrait entamer une répression suite à cette grève ?

portement depuis deux ans, qui a consisté à poursuivre une trentaine de militants du syndicat de la magistrature, intervenir dans le cours de la justice dans de nombreuses occasions (affaire Chapron, affaire de Troyes, ententes pétrolières, et une autre affaire d'ententes, dans la construction, qui se passait sans sa circonscription de Rouen) quand on voit son attitude dans l'affaire Ceccaldi. On peut s'attendre à tout.

Ceci dit, nous allons faire en sorte que des militants ne soient pas exposés à la répression. Mais dans l'état actuel du rapport de forces, cela n'est pas exclu. S'il y avait répression, nous serions largement soutenus à l'extérieur et à l'intérieur de la magistrature.

ON N'EN EST PAS **ENCORE AU STADE DE** L'ALLEMAGNE...

QdP : Quel est l'enjeu de l'affrontement actuel ?

Il y a un processus de remise en cause du statut de la magistrature, qui était déjà insuffisamment clarifié, et en habituant les gens aux mutations du genre de celle de Ceccaldi, on arrive à ce qu'ils renoncentàl'inamovibilité.

De la chasse aux sorcières qui est engagée, il y a au moins deux exemples significatifs, Ceccaldi et Jeol, et d'autres moins flagrants. Mais au fur et à mesure qu'on recueille des informations, on s'aperçoit que ce processus est engagé un peu partout dans la fonction publique. On n'en est pas encore au stade de l'Allemagne avec son système d'interdictions professionnelles, mais s'il n'y a pas une

500 MAGISTRATS ONT FAIT GRÈVE

ve, le Bureau du Syndicat de la Magistrature tenait jeudi soir à la fac de droit du Panthéon, un meeting auquel des représentants de la CGT, de la CFDT, de différentes organisations syndicales de fonctionnaires et de journalistes étaient venus apporter leur soutien.

Un représentant du Mouvement d'Action Judiciaire a raconté comment une trentaine d'avocats en robe, qui distribuaient des tracts de solidarité avec le Syndicat de la Magistrature dans le Palais de Justice de Paris, ont été expulsés par une quarantaine de gardes républicains.

Concluant le meeting, après avoir rappelé les motifs de la grève (riposter aux procédures disciplinaires engagées contre

Pour couronner la grè- Ceccaldi, et plus généralement contre les tentatives de mise au pas des magistrats) Dalle, membre au bureau du syndicat montrait l'enveloppe dans laquelle Lecanuet avait renvoyée à l'expéditeur, non décachetée, la lettre que le Syndicat de la Magistrature lui avait envoyée.

Evaluant, d'après les informations qui arrivaient par téléphone, le nombre de grévistes à 500, Dalle pouvait présenter cette première grève de la magistrature comme un succès, compte tenu des menaces et des appels à la délation proférés par Lecanuet : celui-ci, après une circulaire aux juges où il présentait la grève comme illégale, avait demandé aux chefs de juridiction de lui communiquer les noms des grévistes.



protestation très vive, des actions d'alarme du type de notre grève, il n'y a pas de raison pour que ca ne se généralise pas, et qu'on ne puisse plus appartenir à la fonction publique sans faire acte d'allégeance au pouvoir.

SECURITEDES CITOYENS, SECURITE DUPOUVOIR

QdP: Que pensez-vous de la campagne gouvernementale sur la «sécurité» ?

Elle est engagée depuis que Lecanuet, Poniatowski, etc... sont en place. On peut remonter à l'époque de la révolte des prisons. où Poniatowski a déclaré que la police pouvait tirer

à vue. Puis les déclarations comme quoi la police pouvait aller partout, dans les usines, les universités, etc... Ensuite, il y a eu une escalade. On glisse de la sécurité des citoyens contre une certaine délinquance (la délinquance violente, pas la délinquance économique dont on ne parle pas) vers la sécurité de l'Etat, ou même finalement, de la sécurité des gens en place, du pouvoir politique actuel. C'est toutes les attaques qui assimilent l'opposition politique à la délinquance. Cela va de pair avec une accentuation de la répression dans les entreprises, la magistrature; c'est tout un système qui se met progressivement en place.

A LYON, MARCHAIS S'ADRESSE **AUX CHRÉTIENS**

Marchais s'adressait hier soir aux «chrétiens» au palais des sports à Lyon. Une intense propagande a précédé ce meeting, auquel le P«C»F accorde une grande importance.

Il y a quarante ans déjà au cours de la campagne électorale avant les législatives qui devaient voir la victoire du Front Populaire, Thorez s'était adressé aux chrétiens de la sorte : «Nous te tendons la main, catholique, ouvrier, employé, artisan, commerçant, nous qui sommes des laïques, parce que tu es notre frère». Depuis le PCF n'a pas cessé de tendre la main aux chrétiens et non seulement aux chrétiens mais à toutes les catégories de la population au point de s'intituler lors de son dernier congrès, le parti de la main tendue.

Le but de cette opération séduction vis-à-vis des chrétiens est bien sûr électoral, il s'agit de rompre les préventions d'une partie des chrétiens contre l'étiquette communiste malgré son caractère formel et usurpé pour un parti comme le P«C»F.

FLATTERIES À LA HIÈRARCHIE CATHOLIQUE

Mais s'agit-il seulement d'une manœuvre électorale ? Le P«C»F escompte aussi de sa propagande l'adhésion de chrétiens, ou pour le moins une sympathie active. Car dès maintenant, le P«C»F prépare sa participation au gouvernement. Dans cette perspective, et dans le cadre de sa rivalité avec le PS, il lui faut gagner des points d'appui dans tous les appareils qui ont du poids, de l'influence dans le pays et donc entre autres de l'église. En fonction de ce but, la propagande du P«C»F en direction des catholiques ne vise pas à combattre l'idéalisme religieux, mais à le flatter, à atténuer toute différence entre la religion et le

marxisme révisé dont il se réclame.

Il ne s'attaque pas à la hiérarchie, mais la ménage, la flatte constamment. A ses militants, aux travailleurs, le P«C»F justifie sa politique au nom de l'union de tous les travailleurs, croyants et incroyants.

Le ralliement aux positions du prolétariat des travailleurs chrétiens est une des tâches des révolutionnaires, mais cela ne se fait qu'au prix d'une lutte sans concessions contre l'idéalisme religieux, idéologie réactionnaire, qui prêche la résignation. Certains travailleurs chrétiens peuvent sans quitter le terrain de l'idéalisme se ranger sur des positions progressistes et en diverses occasions prendre toute leur place dans les luttes. Prenant appui là-dessus, nous devons les gagner à la conception matérialiste dialectique du monde, le P«C»F, au contraire, tente de retarder l'évolution des chrétiens qui remettent en question leurs croyances religieuses, entretient leurs conceptions idéalistes, et les encourage à demeurer dans l'obscurantisme religieux.

GALLEY VEUT FAIRE DU NEUF AVEC DE L'ANCIEN

Le festival du logement social, autrement dit le 37° congrès des HLM se tient actuellement à Nice devant les 1 800 délégués des organismes d'HLM. Loin des rumeurs des cités populaires, dans le cadre paisible du Palais des Expositions, c'est le scénario habituel qui se joue. Le premier temps, c'est le discours du président Robert Lion qui constate que la crise du logement ne s'est pas résorbée. Des chiffres éloquents ont d'ailleurs été cités : 51% de logements surpeuplés, 30% de résidences principales sans installations sanitaires ou insalubres, 16 millions de mal logés. 1 150 000 logements libres... Ce bilan ne gêne pas R. Lion, il lui permet de donner un poids supplémentaire à ses revendications en faveur des HLM. Il déplorait d'ailleurs qu'en 75, 13 000 HLM de moins qu'en 73 aient été construites. Viennent alors les solutions des diffé-.

rents protagonistes: le mouvement des HLM, le gouvernement, le PCF qui devait s'exprimer ensuite au cours d'une conférence de presse.

Pour l'union des HLM. la solution consiste à construire plus de HLM; le PCF dit la même chose, leurs divergences portent sur le moyen de les financer : financement de l'Etat par l'intermédiaire de prêts de la Caisse des Dépôts et Consignations à faible taux d'intérêt : c'est la position du PCF, ou une augmentation de l'allocation logement qui permettrait de pratiquer des loyers plus élevés et donc de construire des logements plus confortables : c'est la position des HLM.

Galley, devait dans son discours, prononcé à cette occasion, apporter de nouvelles indications sur la politique gouvernementale en matière de loge-

EXERCICE MILITAIRE DANS UNE CITÉ OUVRIÈRE

BANKA KANTANIN MARKATAN MARKA

Des «commandos extérieurs» attaquent la base aérienne de Saint-Cyr l'Ecole, c'est alors la chasse aux commandos réfugiés dans la cité HLM proche. Durant la nuit du 3 juin, les habitants d'un quartier HLM de Saint Cyr l'Ecole ont été réveillés par un bruit de mitraillage et de grenadage intensif. Les munitions étaient à blanc mais néanmoins bruyantes et ont affolé les enfants et ému plus d'un locataire. Renseignement pris, il s'agissait d'un exercice

Curieux exercice militaire qui se déroule dans une cité ouvrière toute une nuit, accompagné de contrôles d'identité, irruptions dans les caves, patrouilles dans les couloirs... Contre quel ennemi éventuel était-il dirigé ? Quand l'armée s'entraîne à mitrailler dans les cités ouvrières on se doute qu'il s'agit de cet «ennemi intérieur» qui fait grève, manifeste, occupe les usines... C'est ainsi que le pouvoir entend assurer la «sécurité des Français».

ment social. Les prêts de l'Etat seront plus orientés dans l'aide à la personne. c'est-à-dire l'allocation logement que comme par le passé, dans l'aide à la pierre comme le demandent les organismes

d'HLM. D'autre part, il a annoncé son intention de confier aux HLM la réhabilitation d'une partie de l'habitat ancien, politique moins onéreuse que la construction de logements neufs.

LUTTES OUVRIÈRES

La Chaillotine (Corlay - Côtes du Nord)

M. CHARLOT LICENCIE TOUS LES GRÉVISTES!

La grève de La Chaillotine, abattoir de volaille qui emploie 70 ouvriers et ouvrières à Corlay (Côtes du Nord) a commencé il y a deux mois et demi. Le conflit a démarré par le licenciement d'un chauffeur. A la suite de ce licenciement, les six autres chauffeurs se sont mis à leur tour en grève par solidarité. Le mouvement a rapidement gagné l'ensemble de l'entreprise pour exiger la réintégration du chauffeur et pour imposer une augmentation de salaire

Au deuxième jour de la grève, prenant prétexte d'altercations entre les grévistes et la maitrise, la direction licencie les six chauffeurs. Tout au long du conflit, provocations patronales et interventions policières se multiplieront.

Jeudi 3 juin, le tribunal était appelé à se prononcer sur la validité de l'accusation portée par la direction contre les chauffeurs... «Abus de conflance» avait dit la direction, parce que les chauffeurs avaient choisi comme moyen d'action de camoufler les camions au lieu de les ramener à l'abattoir chargés de dindes. Mais le prétexte patronal était trop gros, le

tribunal a prononcé la relaxe des chauffeurs!

Tenant ce jugement pour une première victoire qui, logiquement ôte toute possibilité au patron de décider les licenciements, les grévistes ont interrompu leur mouvement et se sont présentés mardi matin à l'entrée de l'usine. A peine avaient-ils franchi les grilles que le directeur. dénommé Charlot, les convoquait et leur remettait la lettre suivante «Nous avons le regret de vous informer que nous sommes dans l'obligation de prendre à votre encontre une décision de mise à pied pour les motifs suivants : barrage à l'entrée de l'abattoir, utilisation de matériel, agression de

M. Charlot, entrée par effraction, rabattages divers, injures envers les cadres et le personnel de l'entreprise. Une inculpation a été lancée contre vous et dans l'attente du jugement, nous n'acceptons pas de vous reprendre à votre poste.

P.S. Cette sanction prend effet à partir d'aujourd'huin.

Mise à pied... indéterminée | Les travailleurs de la Chaillotine ont tout de suite compris: il s'agit tout simplement d'un licenciement. Première riposte : l'UD-CFDT a porté l'affaire devant le tribunal.

Les procédés de M. Charlot (le «seigneur» comme le nomment ici les travailleurs)ont révolté tout le pays de Corlay.

Tant de hargne anti-gréviste de la part de ce despote appelle la riposte populaire la plus large pour imposer la levée immédiate des sanctions et exiger la réintégration des ouvriers mis à pied !

A Naphta-Chimie, après Air-France et Renault..

RHONE-POULENC S'ATTAQUE AU DROIT **DE GRÈVE**

Quarante cinq millions d'anciens francs ! Telle est la somme réclamée par la direction de Naphta-Chimie à la CFDT et à la CGT à la suite de la grève des 27 et 28 mai dernier. Pour ces deux syndicats, la direction demande réparation d'un préjudice qu'elle s'est imposée lors de cette grève votée par une grande majorité du personnel (70 % de participation) et entrant dans le cadre d'une grève nationale du groupe Rhône-Poulenc. La direction de la Naphta-Chimie avait en effet conseillé à une organisation syndicale de remettre au personnel non-gréviste, une lettre dans laquelle elle s'engageait à payer les journées perdues. Devant le refus de deux syndicats, la direction a tout simplement décidé d'envoyer M. Conejon (CGT) et M. Baratelli (CFDT) devant le tribunal d'Aix le 15 juin à quatorze heures.

«Ce jour-là, nous serons une délégation d'environ 100 travailleurs» nous a déclaré un délégué CFDT : «C'est clair que c'est pour limiter le droit de grève comme on le voit sur le plan national. Il demande plusieurs dizaines de millions pour faire peur aux délégués».

DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE, UNE SÉRIE DE LUTTES

Il faut préciser que les travailleurs de Naphta-Chimie sont connus pour être particulièrement combatifs : la 5º semaine de congés payés, par exemple, a été arrachée depuis plus de deux ans «Depuis le début de l'année, nous avons engagé une série de luttes ajoute ce délégué et, l'attitude de la direction est une réponse à ces grèves vraiment dures, surtout celles du 27 et 28 mai dernier avec l'arrêt total du crac-

king: il aura fallu plus d'une semaine pour revenir à une production normale de douze à treize cents tonnes par jour. Leur tactique après ces grèves a consisté à vouloir nous faire rattraper le retard en preduisant jusqu'à 500 tonnes par jour au mépris de la sécurité. Le patron veut nous faire signer, à la CGT et à la CFDT un protocole d'accord pour limiter les formes de lutte. Je pense que c'est lié au problème des inculpations de PDG par les tribunaux. Dans ce protocole, ils essaient de nous feire endosser la responsabilité de tout accident suite à un manque de sécurité».

Lors de la journée du 8 avril, le mouvement a été majoritairement suivi. La direction a alors arrêté totalement l'usine et mis en place le chômage technique sous prétexte des suites de cette grêve, alors qu'elle en a profité pendant quinze jours pour réparer le cracking et faire les entretiens prévus pour le mois de mai. «Leur but était de discréditer la CGT et la CFDT en les faisant passer pour des casseurs de baraques», explique ce délégué. Ces dernières luttes, nombreuses, et limitées, essoufflent de plus en plus la combativité des travailleurs.

«L'ACTION DE SECTEUR EST-ELLE SUFFISANTE ?»

«Nous ne sommes pas contre l'action de secteur, déclare la CFDT, mais on voit que les patrons deviennent de plus en plus durs et il est très difficile de les faire lacher. Alors l'action de secteur est-elle suffisante ? On se demande si l'action ne va pas être de longue haleine, c'est-àdire un arrêt total prolongé ou alors il faut trouver d'autres formes comme la fois où nous avons manifesté dans l'usine et occupé les bureaux. Mais la CGT appelle tout de suite au calme et désapprouve plutôt cette forme d'ac-

Si rien de précis ne se dégage pour le moment, après la période de bilan des luttes passées, la rentrée en septembre sera certainement marquée par un durcissement et un élargissement nécessaire du mouvement.

> D'après notre corr. Marseille

INFORMATIONS GENERALES

5 000 F D'AMENDE POUR L'ASSASSINAT D'UN ENFANT

Nicolas, deux ans et demi est mort à cause d'une prescription inutile.

Les juges du tribunal correctionnel de Lyon, qui ont condamné le Dr Pierre Reydelet å verser 5 000 F d'amende et 20 000 F de dommages et intérêts aux parents, ont admis la responsabilité du chloramphénicol en accusant le médecin de n'avoir pas tenu compte «des données actuelles de la science médicale».

Le chloramphénicol est très dangereux même pour les adultes, car il est toxique pour la moëlle osseuse : la fabrication

des globules rouges et blancs y est soit ralentie, soit stoppée par des médicaments tels le chloramphénicol (qui se présente dans le commerce sous plusieurs formes : thiophénicol, tifomycine, solnicol). Le chloramphénicol qui assurait il y a quelques années la guérison de graves, voire mortelles infections (typhoïde, paratyphoide, diarrhées à colibacilles) est devenu le plus souvent inefficace du fait de son usage anarchique qui a renforcé les résistances des bactéries contre lui. Son usage devrait être interdit vu ses dangers, même à faible dose le ralentissement de la

production des globules entraînant anémie, fragilité aux infections, puis mort à doses excessives comme dans le cas de Nicolas.

Comment le D' Reydelet pouvait-il ignorer les dangers d'un tel médicament déjà largement dénoncé dans l'alimentation du bétail (pour prévenir les diarrhées des animaux...).

Comment a-t-il pu prescrire pour un rhume compliqué d'une légère bronchite, un traitement antibiotique, doublé de suppositoires de Campho-pneumine-chloramphénicol? Doit-on accuser l'ignorance ou l'inconscience ?

L'association d'un médicament inoffensif à un toxique est un exemple de pius de la politique des laboratoires basée sur le profit, qui font n'importe quoi pour augmenter le prix d'un médicament sans rechercher l'efficacité. Elle pose aussi le problème de l'information des médecins assurée «bénévolement» par les labos.

Elle met en évidence responsable de la mort de SRCM (Roche-la-Mollière)

GRÈVE CONTRE LA NOUVELLE GRILLE **QUI FAIT BAISSER LES SALAIRES**

A Roche, sur l'ancien carreau de la mine transformé en zone industrielle, les travailleurs de la Société Roughonne de Construction Mécanique (chaudronnerie), sont en grève. C'est une riposte à la provocation patronnale qu'est l'application de la nouvelle grille hiérarchique dans la métallurgie. Celle-ci rabaissait encore plus les bas salaires (les 2 000 F pour un P2 ne sont atteints qu'avec 46 h par semaine et des conditions de travail difficiles).

Il y a un mois et demi, une section CGT se montait, regroupant 35 gars sur les 45 de la boîte. Au dépôt du cahier de revendications et à l'heure de débrayage, le patron répond par le lock-out le 24 mai ; la grève totale est alors décidée ainsi que le blocage du matériel. La FFCM est le seul fournisseur en commande pour cette boîte. Elle s'est donc liquée avec le patron pour faire pression et exiger le départ des pièces finies. Le chantage à la fermeture de la boite, et au coup de force pour reprendre le matériel en cours de montage pour la FFCM, n'a pas atteint le moral des grévistes.

Le délégué CGT nous explique que la popularisation sur les autres boîtes de la zone a été vite prise en mains. Mais celle-ci, faite un peu hâtivement, s'est heurtée à la volonté farouche des autres patrons qui montent

les ouvriers dans leur boite pour leur faire la démonstration que «la grève, cela ne paie pas». L'enjeu de la solidarité n'en est que plus important. A la SRCM, les travailleurs ont confiance.

Corresp. St-Etienne

Descours et Cabaud (Marseille) **DES SALAIRES INFÉRIEURS** A 1 500 F PAR MOIS!

Depuis 1970, les 160 employés de Descours et Cabaud, chemin de Aygalade, dans le quartier nord de Marseille, n'avaient pas fait grève. Dans cette entreprise de produits métallurgiques, les travailleurs et leur syndicat CGT ont déclenché une grève illimitée depuis le 31 mai, et exige des négociations pour :

- l'amélioration des conditions de travail (il s'agit du travail dans la ferraille)

l'augmentation des salaires, 1.800 F nets minimum alors qu'aujourd'hui un préparateur de commandes gagne moins de 1.500 F par mois la défense des libertés syndicales : pour encourager les délégues à accepter un

départ «volontaire», ils sont sous payés.

La direction espère un pourrissement de la lutte en refusant toute forme de dialogue. Dès le premier jour de grève, elle a fait venir l'huissier, devant «cette atteinte à la liberté du travail», alors que n'existait même pas un piquet de grève. Certains grévistes s'attendent à être traduits en justice pour ce motif. Des collectes de soutien doivent être organisées dans ce quartier où les luttes sont nombreuses : Imprimerie papeterie maritime, Brossette, la Générale sucrière, et dernièrement, Haribo, à deux pas de Griffet en lutte depuis 16 mois.

Corr. Marseille

17 MÉDECINS DE BESANCON **EN PROCES POUR REFUS DE PAYER** LEUR COTISATION A L'ORDRE

Une centaine de personnes, dont des syndicalistes, des ouvriers de Lip, étaient venues appuyer de leur présence dans la salle d'audience les quinze médecins qui passaient mercredi en procès, sur plainte du Conseil de l'Ordre des médecins (deux autres devant comparaître prochainement devant le tribunal de Baume-les-Dames),

Ils refusent de payer leurs cotisations parce qu'ils ne se sentent pas représentés par l'Ordre des médecins qui défend toujours des positions réactionnaires : refus du conventionnement à la Sé-

curité Sociale, refus de la libéralisation de l'avortement et de la contraception...

Dernièrement, il a sorti une

Pour des raisons de procédure, l'avocat des médecins accusés a pu faire annuler l'audience, qui est reportée au 30 juin.

Soutenons les actions des médecins contre l'Ordre réactionnaire | Exigeons sa

sorte de contrat-type du médecin patronal, encourageant ainsi des organismes du genre «Sécurex», destinés à réprimer les arrêts-maladies des ouvriers.

dissolution 1

«l'utilité» du conseil de l'Ordre des médecins prompt à empêcher d'exercer les médecins récalcitrants qui dénoncent les espects les plus scandaleux de la médecine bourgeoise, mais qui n'a rien fait contre le médecin

LUTTES OUVRIÈRES

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ DE COORDINATION DES FOYERS SONACOTRA

Les avocats représentant respectivement le comité de coordination et la direction de la société SONACOTRA, avaient conclu un accord verbal pour que soient engagées de nouvelles négociations le 11 juin à 18 h 30 au siège de la société, 42, rue Cambronne. Or, dans un communiqué diffusé mercredi 9 juin dans l'après-midi, la SONACOTRA indique «qu'elle n'accepte pas la procédure qu'on tente de lui imposer». De quoi s'agit-il en réalité ? La société SONACOTRA fait référence à un communiqué du comité de coordination en date du 8 juin où il lance un appel de solidarité à l'ensemble des travailleurs français et immigrés, et aux organisations syndicales et partis politiques démocratiques à venir appuyer la délégation. La société SONACOTRA interprète cela comme la volonté d'organiser une manifestation devant le siège de la SONACO-TRA. Il n'en a jamais été question. Si la SONACOTRA persiste dans ce point de vue, elle ne pourra être comprise par l'ensemble des résidents et des travailleurs qui nous soutiennent, que comme cherchant un prétexte pour rompre l'accord passé entre les deux parties. L'appel du comité de coordination du 8 juin n'avait d'autre but que d'informer largement l'opinion publique et éviter ainsi toute provocation. Le comité de coordination représentant plus de 47 foyers en grève réaffirme sa volonté de négocier avec la direction de la société SONACOTRA sur la base de la plate forme revendicative de tous les foyers. Que de nouvelles négociations ne s'ouvrent pas le 11 juin et la société SONACOTRA en portera la responsabilité.

> L'appel pour vendredi soir est maintenu Le Comité de Coordination, mercredi à 18 h

Bourgogne-Electronique

LA SOLIDARITE DANS LE TRUST THOMSON

Mercredi 9 juin, se tenait à Paris une réunion Intertrust-Thomson de la CFDT. Une ouvrière licenciée de Bourgogne Electronique qui y participait nous donne son point de vue.

Quotidien du Peuple : Une réunion des sections CFDT du trust Thomson vient de se tenir. Qu'en est-il ressorti ?

Réponse: Plusieurs sections de boîtes et deux camarades licenciés de B.E. étaient présents à cette réunion intertrust. Nous avons fait ensemble le point sur l'avancée du travail. A la précédente réunion, à Grenoble, nous avions décidé de lancer un débrayage sur tout le trust, nêus en avons tiré le bilan.

Il est clair que le patronat et le gouvernement veulent faire un exemple avec B.E. pour tout le trust Thomson! Cela nous motive d'autant plus pour entreprendre des actions au niveau national.

Ce qui est *essorti de cette intertrust, c'est qu'il ne faut pas ralentir la mobilisation maintenant, sous prétexte d'attendre le jugement prud'hommal du 29 juin. Ce jugement qui devait être public vient d'être décidé à huis-clos. La Thomson a peur ! Elle craint que la solidarité des travailleurs des autres boites se manifeste à l'occasion de ce jugement. Comme décision concrète, le principe d'une manifestation centrale a été retenu.

D'autre part, le 17 juin, il y aura une réunion du comité central d'entreprise et il est bien évident que le premier point de l'ordre du jour sera : «Les 23 licenciés de Bourgogne Electronique».

OdP: Dans le cadre des initiatives contre la répression, qu'attendez-vous du meeting du samedi 12 juin à Clichy?

R.: La proposition de la section CGT des «Câbles de Lyon» est très positive, car elle permettra de réunir ensemble, «les licenciés de Durafour», les travailleurs en lutte, et d'une manière générale, tous ceux qui sont touchés par la répression et

cherchent les moyens de lutter. Cette initiative peut jeter les bases d'une coordination de tous les licenciés et des boîtes en lutte et d'envisager quelles actions pourraient être décidées. Il est évident que pour s'opposer efficacement à la politique répressive de la bourgeoisie, il faut porter le combat au niveau national. Dans ce sens, le meeting de samedi à Clichy peut y contribuer.

Bilan
des mouvements
de soutien aux 23
de BourgogneElectronique
dans le trust
Thomson

Aux Câbles de Lyon, comme partout

CONTRE LA REPRESSION SOYONS A L'OFFENSIVE

ENTRETIEN AVEC UN RESPONSABLE DE LA SECTION CGT DES CABLES

(4)

Samedi prochain, 12 juin, la section CGT des Câbles, dont trois délégués sont menacés de licenciement, prend l'initiative de rassembler à Clichy les «licenciés de Durafour», tous ceux, militants syndicalistes CGT et CFDT de Bourgogne-Electronique, Paris-Rhône, Cycles Peugeot... qui ont été aux avant-postes des luttes récentes contre les bas salaires, et dont Durafour, ministre du chômage, «autorise» le licenciement.

Avec l'un des responsables de la section CGT des Câbles, nous allons essayer de dégager les premiers enseignements de la lutte que les travailleurs de l'usine de Clichy ont engagé depuis plusieurs mois contre la répression... Le débat est ouvert : aux travailleurs et syndicalistes, victimes de cette répression d'enrichir ce débat de leur expérience de lutte afin de contribuer à lever les obstacles qui empêchent une riposte nécessairement offensive contre toutes les atteintes à nos droits.

— Quotidien du Peuple : A chaque phase de la lutte contre le licenciement de trois délégués, les gars font l'expérience que ce n'est pas en se battant sur le terrain strictement juridique que ça va marcher, qu'il faut d'autres moyens ?

-Oui, là-dessus, au niveau des OS, ils ne se font pas tellement d'illusions mais, ne voyant quelquefois pas d'autres perspectives, ils disent : «On va essayer comme ça, par la ruse». C'est plutôt l'idée de ruse. C'est aussi tout le problème de nier ce qui nous était reproché. Ils ne se faisaient pas tellement d'illusions sur les tribunaux... Leur situation ne les porte pas à se faire trop d'illusions. Mais c'est plus complexe encore, il y a d'autres choses qui jouent : par exemple tu as des petits faits quotidiens qui apprennent peut-être aux gars plus sur les lois que tout ce qu'on a fait jusqu'à présent.

«DES ESCARMOUCHES QUI PAIENT!»

-Pendant tout ce temps qu'il y a répression, on fait des petits mouvements, des débrayages qui ont d'ailleurs payé puisqu'ils ont láché du pognon, sous forme d'augmentations à la tête du client certes, mais qu'ils n'auraient pas lâché autrement. Dans un secteur, tous les manœuvres vont être augmenté de 40 F. Ce n'est pas beaucoup, mais c'est une escarmouche qui paie ! Ils ont lâché aussi parce qu'ils ne tiennent pas à ce que le climat dans la boîte soit trop tendu...

L'autre jour, on se réunit dans l'atelier et les gars disent : «Il y en a marre, il y en a qui ont 1 620 F, d'autres qui ont 1 660 F l» La section estime que c'était juste et on a diffusé un tract : «Tous le même salaire pour le même travail ! Demandez l'ajustement ! Que tous aient le même salaire, c'est le

moment de le faire !» Alors nous voilà partis ! Le chef d'atelier, il se défile deux ou trois fois.

Rendez-vous tous les jours, toutes les équipes viennent à la même heure. Ensuite, on va chez le chef du personnel. Le chef du personnel nous fait attendre pendant une heure et quart avant de nous recevoir. Mais les gars étaient calmes, c'était juste pour une pression, ils ne veulent pas créer le «coup» qui bloque la situation. Il était juste question de montrer qu'on n'était pas content !

> «MAIS C'EST PAS LA LOI, CA I»

-Le lendemain, on apprend qu'ils ont enlevé cette heure et quart sur le salaire. Réaction des gars : «Non mais, ça va pas, ils nous ont enlevé une heure et quart !» C'était évident puisque, du point de vue légal, c'était une grève. Le délégué s'est renseigné puis a expliqué aux gars : «Vous n'avez pas travaillé pendant une heure et quart, il vous l'enlève, voilà ce qu'a dit le patron». «Mais, c'est pas la loi, ça l» «C'est pas la loi parce que si on va tous seuls : d'accord | Mais on était avec le délégué, il ne doit pas nous l'enlever l» C'est légitime comme réflexion. «Mais la loi, c'est pas ta loi, mais celle des patrons». «Mais qu'est-ce qu'on va faire : il faut la mitraillette là-dedans ou quoi !» C'est toujours cette réaction. C'est un petit fait : sur la moindre chose qui semble simple, le gars se rend compte que

SECTION CGT DES CÂBLES DE LYON, SAMEDI 12 JUIN - 20 H 30 Maison du Peuple de Clichy, avenue du général Leclerc (bus 138 et 74, arrêt V. Hugo/Leclerc)

TOUS AU MEETING CONTRE LA RÉPRESSION

 avec la participation des travailleurs et syndicalistes des différentes entreprises touchées par la répression syndicale : Claudel-Nestlé, Cycles Peugeot, etc...

et du comité de soutien aux 23 licenciés de Bourgogne Electronique.



la loi, elle est toujours contre lui.

LA DÉMOCRATIE BOURGEOISE, ON SAIT CE QU'ELLE VAUT!

— QdP: Les gars se préparent à cette lutte offensive. Mais la lutte en est arrivée aujourd'hui à un stade beaucoup plus élevé parce que c'est Durafour, c'est l'arbitraire. Mais il semble qu'à tous les stades de la lutte, on rencontre encore pas mal d'idées légalistes ?

— Oui, mais attention, ces idées ne sont pas majoritaires. Beaucoup disent : «Durafour, c'est pire que

l'inspecteur du travail, plus tu montes, plus ils sont d'accord, là-bas en haut !» Le travail que fait la section, c'est dans le sens d'éliminer les idées fausses sur la démocratie bourgeoise. Les gars sur la démocratie ne se font pas tellement d'illusions, ils savent ce que ça vaut mais, quelquefois, ils préférent jouer ce jeu-là parce qu'ils sentent qu'il y a moins de risques. Mais chaque fois, vouloir utiliser la légalité, c'est des échecs. Donc, à force, ils la rejetteront si on a des victoires. C'est ca qui est important, c'est d'avoir des victoires.

(à suivre)

—LEVALLOIS: Appel de la CFDT. Soixante personnes ont débrayé une heure. De nombreuses discussions ont eu lieu avec un travailleur licencié de B-E, Les collectes ont donné 480 et 840 F pour celle organisée en commun avec la CGT.

-MALAKOFF : 1er juin : Appel commun CGT-CFDT ; une heure de débrayage.

 COURBEVOIE : Tract commun. 120 personnes débrayent une demi-heure.

- GENNEVILLIERS (G1) : Refus de la CGT de s'associer au mouvement. Cinquante personnes ont débrayé pendant une heure le 2 juin.

-GENNEVILLIERS (G2): La CGT propose une pétition. La CFDT appelle à un débrayage seule. Cent travailleurs portent une motion au chef du personnel. Le 4 juin, un appel commun regroupe trois cent cinquante personnes.

-BREST : Le 26 mai, à l'appet CGT-CFDT-FO, huit cents travailleurs font grève une demi-heure.

-CHOLET: Le 1er juin, un appel commun regroupe deux cents personnes pendant une heure.

- SARTROUVILLE : Trois cents travailleurs débrayent une heure le 1^{er} juin.

—ST-ÉGRÉVE (Sescosem) : A l'appel de la seule CFDT, cinquante personnes font grève une heure, le 26 mai.

—CAGNES: La CGT et la CFDT appellent en commun: quatre-vingt dix travailleurs débrayent une heure.

-VÉLIZY : Pétition commu-

-SOCAPEX: Sur un effectif de quatre cent soixante-dix personnes, trois cent soixante débrayent une heure le 26 mai.

POLITIQUE

PROCÈS D'ALÉRIA M. L'AVOCAT **GÉNÉRAL?»**

Le procès d'Edmond Simeoni et de ses camarades risque de se poursuivre encore toute la semaine, car la liste des témoins, dénonçant chacun sur un thème précis les méfaits de la politique de la bourgeoisie française en Corse, est longue. On ne connaît pas encore le résultat de l'examen par le président de la cour des 33 questions que pose la défense au ministre Poniatowski, à propos de sa responsabilité dans le drame d'Aleria.

La journée d'hier a été l'occasion d'aborder le problème constitutionnel posé par la revendication autonomiste, et avec le témoignage de Jean-Jacques Albertini, animateur de l'Université d'été, l'aspiration vers son identité du peuple corse : «A-léria est le produit d'une détermination historique. Un vieux me disait, il y a deux ans, après la grenadage d'une manifestation à Ajaccio: «Vous voyez cette marque sur ma tête. une blessure reçue à la guerre de 14. Eh bien, c'est le premier jour où je la regrette». On peut alors imaginer la réaction qu'il y a chez les jeunes, qui n'ont pas connu les liens que ce vieil homme a avec la métropole. Le quête de l'identité corse est encore plus forte chez eux».

Mais le fait marquant de la journée est dû à un témoignage d'un chauffeur, dont les cars avaient été réquisitionnés par les CRS, et qui, arrivé à Aléria a entendu le sous-préfet Guérin dire dans un téléphone de campagne : «Attendez, M. le ministre, ne

coups de feu». Témoignage accablant, que l'avocat général a cru balayer, ce n'était qu'une indiscrétion, mais qui a permis à la défense de montrer une fois de plus la volonté délibérée du pouvoir d'en arriver là et de falsifier les faits lors du procès. L'avocat général en faisant une attaque personnelle, Edmond Simeoni l'interpelle : «Mais qui défendezvous donc ici ?» L'avocat général : «La justice !» Edmond : «Mais alors, si nous accusons le gouvernement de forfaiture, cela ne devrait pas vous géner /» Le président essaye de faire oublier l'incident : «Là n'est pas la question /n Mais le coup était porté. Et si personne n'a dit dans l'enceinte que la «justice» est faite pour servir une classe qui, comme le rappelait Castellani à la barre, faisait couper les chataigners et égorger les chèvres, il y cent ans, pour obliger les Corses à l'exil, et qui aujourd'hui leur envoie les CRS par milliers, c'était bien la conclusion à en tirer.

donnez pas l'assaut, on a

une chance d'éviter les

le débat sur les plus-values s'enlise

Dans la guerre d'usure que la fraction de l'UDR mène contre le projet d'imposition des plus-values, une nouvelle tactique a été inaugurée aujourd'hui : les suspensions de séance à répétition et à rallonge pour retarder l'examen du projet. Avec la complicité d'Edgar Faure, président de l'Assemblée Nationale, hostile au projet de Fourcade, le débat s'enlise dans la procédure.

Il est actuellement impossible de déterminer quand le projet sera adopté. Chirac a fait le pronostic que d'ici une semaine tout serait voté mais il ne semble pas pour l'instant que cela en prenne le che-

Hier plusieurs interruptions de séance de trois quarts d'heure ont retardé l'étude du projet. Puis un amendement déposé par le député, UDR Mario Bénard a obligé Fourcade à de nouveaux reculs sur les ventes non spéculatives d'immeubles qui ne seront pas taxées

Désormais, la guérilla procédurière menée par l'UDR semble non pas tant viser un projet déjà pratiquement vidé de son contenu que destinée à créer des difficultés politiques à Giscard et aux RI afin d'obtenir des assurances sur d'autres points : investitures électorales, politique militai-L'UDR veut prouver qu'il faut encore compter sur la puissance de sa représentation parlementaire et que Giscard ferait une grave erreur d'envisager l'avenir sans elle.

· Suite à des tractations de couloirs entre les différentes composantes de la «majorité». la présidence du Conseil de Paris est revenue hier au président sortant, Bernard Laffay, membre du groupe UDR «Paris Majorité»; il était opposé au groupe RI-centristes «Paris Avenir». Finalement, les tractations ont permis de trouver un compromis provisoire. Car, après les législatives de 78, Paris aura de nouveau un maire. Et cette responsabilité est convoitée par les Républicains Indépendants, décidés à reprendre la capitale à l'UDR qui y règne sans partage depuis la fin des années 50.

«QUI DÉFENDEZ-VOUS ICI, LA CORSE EN COLERE (10)

LE COURANT AUTONOMISTE

Jusqu'aux années 60, les courants «nationalistes», encore marqués par l'utilisation que l'occupant fasciste italien en avait fait (en essayant de développer «l'irrédentisme», c'est-à-dire le rattachement de la Corse à l'Italie...), sont sans réelles influences. Ce n'est pas de tels courants qu'est né le mouvement autonomiste. Son origine est directement liée au développement forcé qu'a connu la Corse à partir de 1957, et qui a abouti à cette situation décrite dans les précédents articles : colonisation de la plaine orientale, désertification de l'intérieur, exode de la jeunesse, accaparement des côtes par les promoteurs. Toute une partie de la petite bourgeoisie urbaine corse s'est sentie profondément lésée par ce développement dont elle ne profitait pas. Dans le même temps, les petits paysans corses, viticulteurs menacés par les grandes propriétés des colons, ou éleveurs dont l'activité était jugée «non rentable», se sont vus condamner à plus ou moins brève échéance.

Un premier regroupement se fait dans le cadre du CEDIC, et préconise «la défense de l'ethnie corse», «l'indépendance vis à vis des idéologies extérieures» ainsi que des clans. En 1966, se crée le Front Régionaliste Corse, par l'association du CEDIC (1) et de l'Union Corse l'Avenir, qui se dit de tendance socialiste. La coexistence entre les deux courants n'est pas longue, et en 1967, les partisans d'un mouvement «apolitique» (sous leur refus de se donner une «étiquette», se cache le refus de dénoncer le système capita-

liste), créent l'ARC (2). Parallèlement, le courant «socialiste» aboutit à la création du PPCA (Parti du Peuple Corse pour l'Autonomie). La lutte pour le maintien du chemin de fer, la lutte contre les boues rouges, pour l'université de Corti, prouvent que les mouvements autonomistes représentent la plus grande force militante de l'îte. Parmi ces mouvements, l'ARC était sans conteste le plus important : au congrès de Corti,, en août 1975, Edmond Simeoni prononce un discours qui fait vibrer les huit mille congressistes, et conclut, après avoir fait appel à «l'intelligence» du président de la république, par cette citation : «Un révolutionnaire, ou il gagne ou il meurta, Quelques jours après, c'était l'occupation de la cave Depeille, l'affrontement, puis la dissolution de **PARC**

Nous présentons aujourd'hui, les positions de ces deux mouvements chistoriques», l'ARC et la PPCA. Nous examinerons dans les deux prochains articles l'évolution du courant autonomiste, depuis Aleria.

(1) Comité d'Etudes et de Défense des intérêts de la

(2) Action Régionaliste Corse, devenue en 73, au moment de sa prise de position pour l'autonomisme l'Action pour la Renaissance de la Corse.



«Le Congrès de l'ARC à Corti - Août 75

ARC: Azzione per a Rinascita

L'ARC n'était pas un mouvement homogène, car si à l'origine les militants qui l'ont constituée étaient principale ment issus de la petite bourgeoisie (commerçants, professions libérales), toute une fraction de la jeunesse, révoltée par la répression qui

s'est abattue après chaque lutte d'ampleur, a rejoint le mouvement. Les textes publiés par le mouvement refiètent donc incomplètement cette diversité, qui se traduit par des points de vue du genre «Ce qu'il faut en Corse, c'est un système ni capitaliste sauvage, ni totalitaire», ou par une volonté beaucoup plus radicale de changer la société, de porter ses coups contre la bourgeoisie française. Le texte que nous présentons résume la revendication principale de l'ARC, telle qu'elle était présentée avant sa dissolution.

«L'AUTONOMIE»

L'idée autonomiste est que les choses qui intéressent la Corse doivent être discutées et décidées en Corse, par les représentants élus du Peuple Corse, qui est quand même le premier concerné. Ce pouvoir de décision doit être très large : aménagement du territoire, transport, enseignement, économie... Il doit s'exprimer à travers une chambre élue

au suffrage universel, ayant pouvoir législatif, et à travers un exécutif émanant de la chambre. Le représentant de l'Etat, au lieu d'être un chef supréme comme aujourd'hui, se contentera de vérifier la conformité des décisions avec la législation française. C'est la façon de ne plus voir prises les décisions catastrophiques actuelles qui nous tombent de Paris : c'est aussi la garantie de mettre le dévelonnement de la Corse au service des Corses.

PPCA: Partidu di u Populu Corsu per l'Autonomia

Le PPCA n'a jamais représenté une force militante comparable à celle de l'ARC. Néanmoins, ses analyses ont eu un écho au delà de ses propres rangs, même si aujourd'hui, cette organisation, composée surtout de «personnalités» n'est pas plus capable que l'ex ARC de regrouper le potentiel de révolte apparu, principalement dans la jeunesse. Le PPCA a des affinités avec le courant social-démocrate français. Il avait pris position pour Mitterrand, lors des élections de 73, mais il a dû se démarquer du PS du fait du refus partiel ou total rejet par les masses corses des partis politiques bourgeois traditionnels. Voilà comment se définit lui-même le PPCA.

Le PPCA se situe dans le courant autonomiste et socialiste. Il craint que l'Autonomie puisse être récupérée comme l'est, aujourd'hui, l'Université à la tête de laquelle se trouvent tous ceux qui étaient contre.

Il est convaincu que le contenu de l'Autonomie sera celui des forces politiques qui auront réussi à l'arracher. Par conséquent les autonomistes socialistes doivent assumer leurs propres responsabilités. Leur rôle est maiheureusement rendu plus difficile par l'attitude des formations de gauche dont le de prendre en charge la revendication autonomiste, justifie souvent «l'apolitisme» d'un certain nombre d'autonomistes

Pour le PPCA, l'Autonomie est une notion révolutionnaire ; elle vise à la restitution du pouvoir politique au Peuple Corse et à la disparition des inégalités sociales. Le PPCA mène donc une lutte anticolonialiste et anticapitaliste. Le phénomène colonial semble être mieux ressenti que le phénomène de lutte de classe surtout si l'on définit cette dernière de la même façon en Corse, que dans les pays industrialisés maîtres de leur destin.

Une telle analyse nous conduirait à la limite à

organiser les musulmans salariés, pour lesquels nous avons un profond respect, du bâtiment ou de l'agriculture contre les Corses. En réalité, la classe dominante en Corse, c'est celle qui renforce la colonisation, c'est à dire notamment le clan. Le support du capitalisme d'Etat ou privé, c'est l'administration colonial. La notion de salariat ne permet pas à elle seule de définir la lutte de classe.

La bourgeoisie locale est partagée. Une partie vit des retombées de la colonisation, l'autre participe à la lutte anticolonialiste et anticapitaliste. De ce fait, elle est partie prenante dans la lutte du Peuple Corse. En définitive, la lutte de classe et la lutte du peuple se confondent en Corse aujourd'hui.

INTERNATIONAL

Palestine occupée

MANIFESTATION

A NAPLOUSE

Une grande manifestation a eu lieu à Naplouse, pour

dénoncer l'intervention syrienne au Liban. Que ce soit à

'intérieur de la Palestine occupée ou à l'extérieur, le peuple

palestinien lutte pour le même but, la sauvegarde de la

Révolution Palestinienne et la libération de toute la patrie

occupée. Alors que les événements du Liban sont un

moyen de passer sous silence la lutte à l'intérieur de la

Palestine occupée, la manifestation de Naplouse vient

prouver que les luttes à l'intérieur et à l'extérieur sont

franco-palestinienne

L'AMFP s'indigne de l'agression militaire syrienne

au Liban et notamment des camps palestiniens et des

quartiers populaires libanais. Ces milliers de morts et

de blessés rappellent le massacre de Jordanie en

Septembre 1970. Cette agression s'intègre dans le

plan impérialiste visant à liquider la résistance

palestinienne et à régler en l'absence du peuple

palestinien le problème du Moyen-Orient. L'AMFP

renouvelle sa solidarité à l'OLP, seul représentant du

peuple palestinien en lutte et aux masses patrioti-

ques libanaises. Elle lance de nouveau un appel pour

répondre à l'aide médicale urgente et massive qui

nous est demandée par le croissant rouge palestinien

pour les victimes libanaises et palestiniennes.

Veuillez adresser votre participation financière à l'AMFP CCP La Source : 34 521 83

L'OEA a Santiago

LA PEUR DES MOTS

La sixième assemblée générale de l'OEA (Organisation des États Américains) devait examiner les violations des droits de l'homme. En annonçant avec un certain fracas que cette question serait débattue, en libérant quelques dizaines de prisonniers politiques chiliens qui attendaient depuis trois ans d'être jugés, les Étas Unis essayent de faire croire à l'opinion internationale que le régime de Pinochet s'est modéré ou du moins qu'il est disposé à

En faisant croire que les États Unis font pression sur la dictature chilienne, ils essayent en vain de faire oublier que leur politique en Amérique Latine n'a qu'une constante : le soutien direct, ouvert aux régimes les plus réactionnaires. Une politique que le coup d'État en Argentine a révélée clairement, et que différents documents et scandales apparus aux USA mêmes ne permettent pas d'ignorer. Le Mexique est le seul pays d'Amérique Latine à refuser d'entrer dans ce jeu : il ne participe pas à l'assemblée de l'OEA.

Mais le débat d'hier à l'assemblée générale de l'OEA a mis à jour les intentions réelles de l'impérialisme. A Santiago, ceux qui étudient «les violations des droits de

I'homme» n'osent pas employer les termes de tortures et d'arrestations arbitraires. A Santiago, au mois d'avril et de mai dernier, de nouvelles vagues d'arrestations ont eu lieu, particulièrement contre des militants ouvriers. A Santiago enfin, M. Diez, représentant de la Junte a qualifié de démagogique la demande de mise en liberté de Corvalan, secrétaire du PC, présentée par le Vénézuela. A Santiago, Kissinger est resté très discret et les seules propositions concrètes faites pour améliorer la situation consistent à mettre sur pied... une nouvelle commission d'enquête avec droit d'inspection dans tous les pays. L'efficacité d'une telle proposition est plus suspecte quand on se rappelle que c'est précisément le Chili de Pinochet qui avait été le seul pays d'Amérique Latine à accepter la visite de la commission d'enquête.

Ce projet est soutenu par cinq pays membres de l'OEA: Vénézuela, Colombie, Honduras, Equateur et Costa Rica, qui lance un appel pressant à la dictature chilienne.

En réalité, ce qui apparaît à travers ces manœumission de Bordaberry en Uruguay, et avec le type de dictature installée en Argentine : il s'agit dans tous ces cas d'appliquer la répression de manière moins criante qu'au Chili : au régime des stades, des camps de concentration la mort, des exécutions massives, les États Unis et les dictatures gorilles veulent substituer une répression légale, planifiée et systématique.

inséparables communiqué de l'association médicale

URUGUAY

Selon certaines sources, Bordaberry, actuel président du régime fasciste uruguayen, aurait été remplacé par Demetchelli à la tête de l'Etat. Demetchelli occupait jusqu'à présent les fonctions de Président du Conseil d'Etat.

Depuis quelque temps, des divergences étaient apparues au sein de l'équipe dirigeante uruguayenne. Certains auraient souhaité un retour à un gouvernement moins ouvertement répressif. On prétend même que les Etats-Unis ne seraient pas étrangers à la tentative pour rendre moins voyantes certaines des dictatures latino-américaines, trop compromettantes.

Une erreur s'est glissée hier dans l'information que nous avions donnée à ce sujet.

vres, c'est la volonté des États Unis de donner une façade plus acceptable aux dictatures qu'il a instaurées et qu'il soutient. Cette tendance apparaît avec les tentatives d'institutionnalisation du régime brésilien, avec les rumeurs récentes de dé-

L'URSS MENACE

Dans une déclaration publiée hier par l'agence Tass, l'URSS menace oud'intervenir vertement dans le conflit libanais ; l'Union Soviétique déclare en effet : «Les évènements au Liban dépassent le cadre national... les évènements au Liban risquent de provoquer un conflit international encore plus large... Le Proche Orient est situé beaucoup plus près de l'Union Soviétique que de ceux qui profèrent des menaces, et elle est en tout cas moins intéressée au développement actuel et futur de la situation au Liban et autour de ce pays. Cela, personne ne doit l'igno-

Ainsi, c'est une menace d'Intervention ouverte qui est proférée par Moscou, au moment où on relève une augmentation de la flotte soviétique en Méditerranée.

Ce qui est également à relever dans la même déclaration, c'est la phrase suivante : «La République Arabe Syrienne a fait plus d'une fois des déclarations disant que la mission des troupes qu'elle avait introduites au Liban a pour but d'accorder une aide dans l'arrêt de l'effusion de sang. Néanmoins, il faut constater que le sang est toujours versé au Liban et

qu'il coule encore plus d'abondance».

Plus d'une semaine après le début de l'invasion syrienne, on feint de la sorte au Kremlin de commencer à s'apercevoir de son sens réel. Mais pouvait-on l'ignorer alors qu'elle s'est déclenchée au moment même où Kossyguine, premier ministre soviétique, était en visite à Damas ? A l'époque, les communiqués communs publiés avec la Syrie mettaient au contraire l'accent sur la réunion de la conférence de Genève pour un règlement global au Proche Orient. Or cette conférence avait justement pour condition d'imposer à la Résistance Palestinienne de renoncer à son but fondamental : la libération de sa patrie. C'est précisément ce que le régime syrien a entrepris au Liban, avec l'accord évident de Moscou dans une première étape. Aujourd'hui, le Kremlin s'inquiète que les choses n'aillent pas aussi vite que prévu, du fait de la résistance acharnée opposée par les patriotes palestiniens et libanais. L'indignation montant dans le monde arabe, on prépare les arrières en cas d'échec de l'opération.

Mais la conclusion politique s'impose à l'évidence. Le plan de règlement soviétique, comme le plan américain, passe par la liquidation de la lutte palestinienne. C'est ca que Yasser Arafat a indiqué assez ouvertement, en qualifiant la conférence de Genève d'initiative défaitiste.

BOLIVIE: ÉTAT DE SIÈGE PROCLAMÉ

L'état de siège vient d'être proclamé sur tout le territoire bolivien, et les grèves, manifestations et réunions sont interdites. La dictature de Hugo Benze est une nouvelle fois abligée d'inventer de toutes pièces «un complot subversif de grande envergure», pour justifier sa répression et la nouvelle vague d'arrestations qui viennent d'être opérées. En réalité, la dictature doit faire face à une nouvelle montée des luttes populaires, particulièrement de la classe ouvrière des mines, qui est

traditionnellement la plus combative et la mieux organisée, et qui cette année s'est mise plusieurs fois en grève. Les centres miniers de l'Altiplano ont été occupés par l'armée, et plusieurs dirigeants miniers arrêtés.

Cette fois, ces luttes se conjuguent avec celle des étudiants qui ont organisé de grandes manifestations, à La Paz et à Oruro pour protester contre la suppression des privilèges étudiants sur le service militaire. Des mani-

deux morts et plusieurs blessés. Les déclarations faites à Mexico par la veuve du président Torrès sur la complicité des polices argentine et bolivienne dans l'assassinat de son mari ajoutent encore à l'isolement et au discrédit du régime Banzer. La proclamation de l'état de siège a coïncidé avec l'escale de quelques heures qu'a faite Kissinger sur le chemin de Santiago. Une escale qui n'a pas tardé à porter des fruits amers pour le peuple

festations à Oruro ont fait

Espagne -

LE PROJET DE LOI SUR LA LIBERTÉ D'OPINION EST REJETÉ PAR LES CORTÉS

Les Cortès où les éléments les plus immobilistes du franquisme se trouvent en situation de force viennent de contraindre le gouvernement à retirer son projet de loi sur la réforme de la liberté d'opinion, qui donnait des définitions assez vagues des notions d'opinion et de délit politique.

Comme autre preuve de la continuité du franquisme sans Franco, du point de vue de la répression, on apprend que le procès 634/73 de vingt-deux militants accusés d'être du FRAP en prison depuis la manifestation du premier mai 73 à Madrid aurait lieu incessamment. Cinq de ces militants, J. Diez Farina, R. Gurdillo Chalons, J. Infantes Garcia, JL Jime-

nez Yubero, G. Blazquez Villaluenga, détenus à Carabanchel lancent un appel : «Il ne s'agit pas seulement de nous. Des dizaines de personnes souffrent encore en prison et sont victimes des mêmes procédés arbitraires». Par ailleurs, des conseils de guerre s'ouvriraient prochainement à Valence, Barcelone, et Madrid

Euskadi

En Euskadi, la montée des attentats de l'extrême-droite s'intensifie depuis les dernières semaines. Ces derniers jours, ce sont huit commerces qui ont été atteints par des explosifs, tous ces commerces appartenant à des gens souvent connus pour leur idéologie nationaliste. De nombreux avocats se sont adressés au gouvernement dans ce sens, en demandant des mesures pour en finir. Hier, vers 4 H de l'après-midi, a été tué par des balles, Carlos Albollalosa, le chef local de la Phalange : c'était un avocat très connu par ses activités d'extrême-droite, c'était un des fascistes qui s'était fait remarquer pendant la répression menée contre les travailleurs de Basauri, lors des dernières grèves en solidarité avec Vitoria où un ouvrier, Vincente Anton, fut assassiné par la police.

VISITE DE GIEREK EN RFA

nais Gierek est en visite en RFA. Hier, il se trouvait en Rhénanie Westphalie, le fief du chef du parti chrétien démocrate, Helmut Kohl, qu'il rencontrait ainsi pour la deuxième fois. Il a rencontréégalement Schmidt et Brandt du SPD et Walter Scheel, libéral, président de la République, L'Ost Politik inaugurée par Willy Brandt en 1970 est devenue l'affaire de tous les partis allemands, et quelle que soit l'issue des futures élections en Allemagne, Gierek entend avoir des relations avec tous les partis.

La RFA est le premier partenaire occidental de la Pologne. Au cours de la visite de Gierek, une dizaine d'accords économiques doivent être signés, comprenant notamment des contrats entre

Le premier ministre polo- les groupes BASF, Bayer. La Pologne est très riche en matières premières, charbon, soufre, cuivre, dont elle est le cinquième producteur mondial. L'accord le plus important prévu au cours de cette visite concerne un échange : la Pologne livrerait 40 000 tonnes de cuivre par an à l'Allemagne qui installerait une usine de gazéification du charbon. Il semble que la RFA sera appelée à participer largement à la mise en valeur des matières premières polo:

> Les «bonnes relations» entre les deux pays indiquent quelle voie suit la Pologne, une voie capitaliste. Mais l'appel aux investissements allemands peut avoir également un effet dissolvant sur les liens d'intégration de la Pologne avec le COMECON.

INTERNATIONAL

Emission sur le Cambodge à Antenne 2

CAMPAGNE HYSTÉRIQUE FONDÉE SUR DE MINABLES MENSONGES

Avant hier soir, la télévision présentait un film contre le Cambodge. Après le coup des photos truquées qui ont servi de base à la précédente campagne, il y a quelques semaines, voilà un film qui veut nous convaincre qu'il y a un génocide en cours au Cambodge et qu'une résistance populaire s'organise. En fait de «peuple cambodgien», les organisateurs de la «guerilla» sont quelques officiers de l'armée de Lon Nol, ceux-là même qui massacraient les populations soupçonnées d'être «Khmers rouges». En 1970, après le coup d'Etat, le Niékong charriait des milliers de cadavres : c'était l'armée de Lon Nol qui massacrait des villages entiers de «Vietnamiens». En fait de massacres, ils savent de quoi ils parlent : ils ont commis des atrocités au moins égales à celles qu'ils osent attribuer au peuple khmer. Ils n'ont pas même besoin d'inventer.

Quant aux revélations sur les massacres, elles se résument à l'affirmation qu'un recensement a été organisé pour rechercher tous les

fonctionnaires et les fusiller, que les enfants de 3 à 12 ans ont tous été regroupés dans des camps, que les enfants de 12 à 18 ans ont été tous retirés à leur famille pour recevoir un entraînement militaire. Affirmations aussi gratuites que fantastiques. Le grand reproche fait par une jeune fille «venue rejoindre les maquis» est qu'«elle était obligée de travailler toute la journée». Ne travaillait-elle donc pas sous le régime Lon Nol 7 Le véritable fondement de cette «guerilla» apparaît : ce sont des gens qui révent à l'ancien régime, à la possibilité qu'ils avaient de vivre du travail des autres qui sont regroupés dans ce que l'on nous présente comme un maquis.

Ces prétendus maquis sont bien connus en Thailande: «Certains généraux thais attachés au commandement suprême sont parfaitement au courant de leurs activités», affirmait la presse thaïlandaise il y a peu de temps. Les généraux thais ont remis déjà 1 million de dollars aux principaux chefs contre-révolutionnaires du Cambodge et du Laos. Le gouvernement laotien a révélé de son côté que la CIA avait débloqué un fonds spécial de 65 millions de dollars pour créer des troubles au Cambodge et au Laos.

Voilà ce que sont ces maquisards que l'on nous présente comme semblables aux guerilleros des forces de libération. Ils n'ont rien de populaire. Ils n'ont rien de national. Leurs bases sont en Thailande, d'où ils essaient de s'introduire au Cambodge. Leur existence même a été préparée avant la défaite totale des troupes de Lon-Nol : des unités avaient été organisées pour le sabotage dans Phnom Penh. L'évacuation de la ville a démantelé leurs réseaux ; l'ampleur et la profondeur de la défaite leur ont donné beaucoup de mal pour se reconstituer à partir de la Thailande, où se trouve le quartier général des réactionnaires, dans la ville frontière d'Aryanaprateth.

La réalité vivante du Cambodge démocratique est tout autre : la mobilisation du

A PERCENT COLD

peuple, la démocratie pour les masses qui existent depuis la victoire déterminent les Cambodgiens exilés à tout faire pour rentrer au pays. Les intellectuels, notamment abandonnent leurs études, se trouvent un travail quelconque afin de gagner suffisamment d'argent pour payer leur voyage afin que le gouvernement ne soit pas obligé de dépenser un sou pour leur retour. Cette réalité, c'est l'image d'un peuple uni, dans et hors de ses frontières pour édifier son pays, d'un peuple maître de son destin. Voilà ce que les fascistes du style du membre du PFN, Chauvel, réalisateur de l'émission, rêvent de détruire.

Grégoire CARRAT | tué.

Après l'opération de Nouakchott

LE RÉVÉLATEUR DE LA FAIBLESSE DU RÉGIME MAURITANIEN

De nouvelles précisions parviennent sur la conduite de l'opération menée par le F.POLISARIO contre les troupes mauritaniennes dans la capitale même, Nouakchott. Les combats ont duré deux heures dans la matinée de mardi. Puis ils ont repris dans la soirée. Des tirs d'armes légères étaient entendus dans le quartier administratif tandis que des canons de 110 mm sans recul basés à 10 km de la ville visaient des objectifs militaires. Loin d'avoir été anéantie dans la matinée, comme le prétendait Ould Daddah, l'unité sahraouie a pu rester dans Nouakchott ou à proximité immédiate sans courir de risques

Sans doute, la population a-t-elle mis peu
d'empressement à aider
l'armée de Ould Daddah à
pourchasser les guerilleros. C'est d'ailleurs la
faiblesse principale du
régime Ould Daddah qui
va trouver encore moins
de justification pour son
alliance avec le roi du
Maroc pour la conquête
du Sahara, que maintenant
il est clair pour tous en
Mauritanie que les Sah-

raouis ne veulent pas du partage de leur pays, et que les «POLISARIO» ne sont pas intimidés et encore moins décimés par l'agression maroco-mauritanienne, contrairement aux récits colportés par la propagande officielle. Ould Daddah ne prétendait-il pas que Nouakchott était hors de portée des opérations sahraoules ? Le territoire entre Nouakchott et le Sahara est réputé difficile d'accès et le gouvernement laissait entendre qu'il avait pris ses mesures pour empêcher une attaque de se produire.

Reste que l'opération de Nouakchott, liées aux combats livrés dans le territoire même du Sahara, notamment à Bou Craa, et aux opérations en territoire marocain contre les troupes de Hassan, s'inscrit dans l'ensemble de la politique du F. POLISARIO, définie notamment par El Ouali, le secrétaire général, au cours des fêtes du 20 mai : en combattant pour sa souveraineté sur son territoire, le peuple sahraoui veut créer en même temps les conditions pour une unité des peuples de la région. Attaquer le régime et s'allier avec le peuple est le principe qui guide les opérations de l'Armée Populaire sahraouie.

Maroc

UN PRISONNIER POLITIQUE ASSASSINÉ

Abdelatif Zeroual, un membre d'une organisation révolutionnaire a été assassiné dans sa prison après avoir été sauvagement torturé. Il avait été enlevé à Casablanca en novembre 1974, au cours d'une rafle qui avait vu des dizaines d'arrestations. Au cours du procès de plus de cent personnes tenu récemment, de nombreux inculpés n'étaient pas présents et pour nombre d'entre eux, tout laissait croire qu'ils étaient morts. Abraham Serfaty, militant très connu, a complètement disparu. On ne sait pas où il se trouve. Une chose est sûre : les tortionnaires voulaient sa mort. Peut-être l'ont-ils déià

L'invasion du Sahara, le napalm contre les réfugiés sahraouis et la répression contre le peuple marocain sont les deux aspects de la politique du roi du Maroc.

LES RÉVOLUTIONNAIRES MAROCAINS DÉNONCENT LE RÔLE DE LA FRANCE

Le journal «An Nidal» dénonce les envois d'armes massifs de la part de la France et des USA, comprenant notamment 75 avions «Mirage F1», des «Magister» d'attaque au sol, des hélicoptères «Puma», des chars AMX 13.. Le tout

est acheminé avec la cohorte habituelle de dizaines de «conseillers militaires français et américains». Par ailleurs, l'emprise des groupes financiers français s'accroit depuis la guerre. Les investissements français au Maroc sont garantis par la Banque de France au terme d'un accord récent. La visite du premier ministre, Osman, en France, a débouché sur l'ouverture d'importants crédits français au Maroc, ceci pour les mesures les plus spectaculaires. La France et les États Unis font tout pour permettre au roi du Maroc de mener la guerre contre le Sahara, et renforcent ainsi chacun leurs positions au sein du Maroc

LETTRE DE DJIBOUTI

RIEN NE FREINERA NOTRE LUTTE

Mohamed Aléo Mohamed, membre du comité central de la LPAI de Djibouti, et responsable d'annexes de ce parti dans les quartiers africains, vient d'adresser au «Quotidien du Peuple» une lettre sur la situation actuelle, dont nous avons publié déjà les premiers extraits. Nous en publions aujourd'hui de nouveaux extraits, qui montrent clairement les tentatives françaises de s'appuyer sur le régime éthiopien, pour s'opposer par tous les moyens à l'indépendance véritable de Djibouti.

«Discrètement, un camp d'entraînement vient d'être dressé dans le centre de l'Ethiopie. Ce camp servira à recevoir les futurs membres de commandos de choc et de basse besogne contre le peuple de Djibouti.

On assiste depuis quelques jours, surtout dans les cercles intérieurs de Djibouti, à des rapts de jeunes qui sont enlevés et remis aux mains du DERG (régime éthiopien), qui utilise la collaboration d'experts israéliens, rompus à encadrer ce genre de centres d'entraînement. Déjà, des centaines de jeunes sont sur le terrain, d'autres sont en route, d'autres encore vont subir cet enrôlement de force, tout cela avec la complicité des occidentaux. Des parents ont saisi le procureur de la république. Une version

DENDERGRAPH NO.

«Discrètement, un archi-fausse est donnée, prétendant que ces jeunes sont formés pour servir la défense nationale du futur et l'Ethiopie. Ce l'Ethiopie. Ce l'Ethiopie. Etat djiboutien !

L'Ethiopie fait tout pour devenir après Paris, le nouveau «protecteur» de Djibouti, même sur le plan militaire. On prétend que la grande majorité de la masse Afar est favorable à l'assimilation par l'Ethiopie. C'est une version mensongère de la réalité, et nous le savons bien au sein de notre nationalité afar. Car en réalité, les Afars sont opposés au DERG. Des massacres quotidiens et sadiques sont perpétrés à Aoussah, contre les Afars, qui ont pris le maquis et continuent de livrer combat contre la domination éthiopienne sur leur territoire. Comment pourraiton de la sorte avoir un

the state of the saint



penchant favorable au DERG éthiopien qui nous extermine?

Depuis le début de la lutte, (juillet 75), beaucoup d'Afars se sont réfugiès dans le cercle de Dikhil. Mais, un ultimatum leur a été lancé pour le samedi 22 mai dernier délai. Le camp qui accueillait les réfugiés dans le territoire de Djibouti, n'existera plus, faute de budget, sur ordre des autorités françaises. Les réfugiés afars devront prendre, pour circuler li-

ENGLISH UND UNITED TO BEST

brement à Djibouti, des cartes de réfugiés éthiopiens. Et on tente le tout pour déclencher un conflit entre la Somalie et l'Ethiopie.

Dans les quartiers populaires africains de Djibouti, la nuit comme le jour, les gens se font facilement agresser par des bandes venues d'Ethiopie, et dont l'infiltration a été facilitée par les autorités françaises. Tout cela se passe sous les yeux des gardes mobiles qui quadrillent la ville et laissent faire pourvu qu'il ne s'agisse pas d'un blanc qui soit attaqué. Quelquefois, nos annexes de la LPAI sont prises d'assaut par ces mêmes bandes afin de semer la panique parmi le peuple.

Mais rien ne peut froiner notre lutte, car notre peuple est conscient plus que jamais. Quant à l'indépendance avec la France, elle signifie un inextricable imbroglio pouvant conduire à un nouveau Biaffra».

representation of the property of the property

ENQUETE

A QUELLE ENSEIGNE SOMMES-NOUS LOGES! -22-

Bien des aspects de la question du logement n'ont pas été traités dans notre série (accession à la propriété, plan d'occupation des sols...)

Certains problèmes n'ont été qu'évoqués : logement social, nous avons passé sous silence bien des luttes. Certaines des contributions que nous avons reçues, précieuses pour approfondir l'analyse, ne sont pas encore traduites directement sous forme d'articles, mais elles seront fort utiles lorsque nous reparlerons du logement et de l'urbanisme, sujets d'une actualité permanente. Un des résultats extrêmement positif de cette série est d'avoir suscité l'envoi d'un grand nombre d'articles, de témoignages qui permettront d'in-

tervenir régulièrement et de façon vivante sur cette question.

Parmi les lettres qui nous ont permis d'enrichir notre étude, certaines ont souligné des aspects que nous n'avions abordé ou de façon trop rapide. Ainsi cette lettre de Chateaudun.

LETTRE D'UN LECTEUR MEMBRE DU COMITÉ DE LUTTE ET DE SOLIDARITÉ D'ENCAGNANE (Aix en Provence)

«Depuis le début de sa construction, la ZUP d'Aix en Provence n'a pas vu de grandes améliorations pour la protection des piétons et pour l'intérêt des habitants.

Les accidents de circulation se multiplient (un enfant de 10 ans renversé par une voiture le 6 mai). L'embranchement de l'autoroute n'est pas protégé.

Les sables des jardins d'enfants n'ont jamais été renouvelés et servent d'aisance aux chiens.

Les caves sont dans un état d'hygiène innommable, à la puanteur qu'il s'en dégage, il faut ajouter la compagnie nombreuse des puces, des rats et des chats abandonnés, malgré de prétendues désinfections

Les jeunes n'ont aucune possibilité de distraction, il en est de même pour les adultes démunis de moyen de transport. Après 19h20, seules vos jambes pourront vous permettre de vous distraire en ville après vingt minutes de marche.

Nous avons pu lire dans la presse, la demande d'une permanence de flics pour la ZUP d'Encagnane. Mais en ce qui concerne nos intérêts, il n'est rien prévu : pas question de réaliser un passage pour piétons, d'assainissement des

caves, de jardins d'enfants, d'aides aux locataires en difficulté en raison du chômage. Les 33 organisations existantes ne parlent que de sorties en car, de merguez, etc... mais jamais des revendications des habitants.

Le comité en cours de création nous a parlé de collaboration plus étroite avec les flics pour la surveillance des vols de vélomoteurs, mais pas des moyens à mettre en œuvre pour assurer des distractions aux jeunes.

Tous unis, français immigrés, en nous organisant dans le comité de défense et de solidarité où tous doivent assumer en parfaite égalité leurs responsabilités pour la défense des intérêts de la population du quartier, il est possible de lutter.»



«CES HLM DE LUXE...»

Châteaudun le 1° juin 1976

«Dans votre enquête sur le logement, il y a un aspect que vous n'avez pas abordé et qui mérite je crois, d'être souligné.

Tous les HLM ne sont pas sales, bruyants, tombant en ruines. Certaines municipalités, principalement P«C»F, se vantent de faire des logements dépassant les normes. Et leur construction est parfois de bonne qualité. Mais comment sont-ils conçus ces logements.

Extérieurement, ils sont moins laids, ils ont des couleurs, parfois des terrasses vastes (voir les HLM d'Ivry). Mais il n'est pas prévu que vous puissiez discuter avec votre voisin de votre balcon ou votre fenêtre de cuisine. C'est impossible, il faut être bien chez soi.

Intérieurement, la salle de séjour est vaste. Il y a de la moquette partout, sauf dans la cuisine, la salle de bains est bien équipée, la cuisine aussi, mais il n'est pas possible d'y loger une table et des chaises pour une famille nombreuse. Dans un logement de standing, cela ne pose pas de problème : la bonne fait la cuisine pendant que les patrons mangent calmement dans la salle à manger. Mais dans un HLM, la mère de famille est obligée de quitter sans arrêt la table et doit prendre son repas en vitesse. Cela l'oblige à faire le ménage dans deux pièces à chaque repas. Quant à l'entretien d'une moquette, il n'est pas facile et il faut posséder un aspirateur puissant. Les taches rebelles ne partiront qu'avec shampooing spécial.

La salle de bains et les WC ne sont pas munis d'une fenêtre, ce qui nécessite une coûteuse installation de soufflerie électrique.

Quant au linge, il est formellement interdit de le faire sécher sur le balcon au soleil. Le gardien flic est là pour vous le rappeler. On vous fournit un sèche-linge électrique. A vous de payer l'électricité, et de vous acheter une petite essoreuse électrique si vous voulez que ça sèche. L'esthétique de l'immeuble y gagnera et les industriels de l'électroménager aussi.

Alors ces HLM de luxe : un progrès ou du travail accru et un isolement encore plus grand pour les femmes ?».



«UNE VILLE DORTOIRCOMME LES AUTRES»

Vandœuvre-les-Nancy

Camarades,

Dans le cadre de l'enquête sur le logement, je voudrais vous parler brièvement de la ZUP de Vandœuvre :

 Cette ZUP est sélective : de grandes et larges avenues (4 voies séparées par un terre-plein central, plus, une rue de chaque côté) séparent les quartiers pour prolétaires des quartiers pour cadres et professions libérales. Les HLM ont, pour la plupart, été construits, il y a 15 à 20 ans (au moment de la fameuse politique du logement des années 60); leurs façades n'ont pas été ravalées depuis leur construction, seules les fissures nombreuses ont été rebouchées et encore, pas discrètement du tout.

Par contre, les résidences et autres logements pour cadres sont, soit plus récents, soit plus souvent ravalés, et il y a également une recherche de forme et de situations (même si le résultat n'est pas toujours heureux) qui est quasi inexistant pour les HLM, et encore moins heureux que pour les résidences, lorsqu'il existe. Notons enfin que la ville est découpée en tranches: HLM et lotissements «prolétariens» à la périphérie (sauf au sud) résidences et logements pour cadres plus au centre ainsi qu'à la périphérie

 Le centre ville est uniquement composé de services (centres commerciaux, crèches - deux pour 35 000 habitants - parc de loisirs - 14 ha groupés et sillonnés d'allées. Toutes ces réalisations sont donc bien éloignées des ouvriers, qui auraient déjà bien peu de temps pour s'en servir vu leurs horaires...

En définitive, Vandœuvre est une ville dortoir comme les autres, malgré les belles paroles de son maire, Richard Pouille, RI, qui prétend en faire une ville «plus humaine» (??)...

Cercle UCJR - Nancy

C'est vrai, tous les HLM ne sont pas «sales, bruyants, tombant en ruines». C'est un aspect du logement largement répandu, mais notre critique du logement ne doit pas s'en tenir là sous peine de passer à côté de l'essentiel.

Il y a effectivement des HLM qui ont bel aspect, de la moquette, et même parfois un bon agencement intérieur. Mais comme tu le montres, ce n'est pas pour autant que la vie y soit plus simple car ce qui préside à leur conception ce n'est pas de répondre aux besoins des travailleurs qui

dre à certaines normes de standing abstraitement définies et de permettre aux industries du bâtiment et annexes d'écouler leur production. Les logements modernes sont conçus de telle sorte qu'ils obligent les femmes à un travail ménager plus important, et donc à un plus grand isolement, d'autant plus que rien dans le quartier n'est prévu pour effectuer les tüches ménagères, si ce n'est à des prix prohibitifs, pressing par exemple. La moguette qui se répand même dans les HLM, oblige pour son entre-

les habitent, mais de répon-

tien à posseder un aspirateur, et c'est tout un ensemble d'appareils électro-ménagers qui sont rendus obligatoires, mais qui au lieu de «libérer la femme» comme le prétend «Moulinex», l'enchaîne encore plus.

Ceci nous montre que la solution au problème du logement ne passe pas seulement par une amélioration de l'habitat ni même de l'architecture, mais suppose notamment la socialisation des tâches ménagères, qui seule pourra être réalisée dans une société socialiste.

LA VIE DU JOURNAL

Bientôt, dans les colonnes du Quotidien, notre enquête-reportage sur «l'insécurité des Français»

Depuis l'an dernier, le ministre de la police et le gouvernement orchestrent une campagne sur la «sécurité des Français». Au nom de la «sécurité», on renforce la police, on prend de nouvelles lois. Au nom de la «sécurité», des provocations policières

Le gouvernement se sert là d'une arme nouvelle en faisant croire que l'insécurité est due à la criminalité, il essaye de souder toutes les classes dans une même peur, et dans un commun accord pour développer la répression.

Mais, les faits sont là. Cette répression est dir gée en fait, nous allons le montrer dans notre enquête, contre les ouvriers, contre les masses populaires. Et même si, aujourd'hui, certaines lois ne sont pas encore utilisées ouvertement contre les travailleurs, elles constituent néanmoins un arsenal contre-révolutionnaire pour la période à venir. La lutte contre les bandits n'est qu'un paravent.

Cette technique. Poniatowski n'est pas le premier à s'en servir. Regardons ce qui se passe en Italie. Regardons aussi les USA et la RFA. Raison de plus pour bien démonter quelle politique se met en place.

Que tous les lecteurs nous envoient à ce sujet leurs avis, des témoignages d'exactions et d'actions policières, faits quotidiens de répression, des informations sur la police dans leur quartier, dans leur région, qui contribueront à l'enquête que nous publierons prochainement.

PARMI VOS LETTRES

LES ÉMISSIONS DE ROGER PIC SUR LA CHINE

La deuxième émission de Roger Pic sur la Chine nous a paru, comme la première, intéressante. Elle met en valeur les grandes réalisations économiques, politiques et idéologiques sous la direction du Parti Communiste Chinois. Elle fait une présentation correcte de l'édification du socialisme en République Populaire de Chine. Toutefois, certains points restent insuffisamment développés ou mal expliqués. C'est le cas de la lutte entre les deux voies pour laquelle on ne note que peu d'explications. On ne voit pas la lutte qui se mène au sein des masses, dans les usines et à la campagne. On attend des explications pour savoir comment se caractérise la voie révisionniste dans les masses. On attend des explications sur la rupture avec le social-impérialisme qui nous parait insuffisamment détaillée. On ne parle pas de la scission du Mouvement Communiste International. Dans l'ensemble, malgré tout, nous jugeons les deux émissions de Roger Pic, principalement positives, car elles présentent de manière assez correcte l'édification du socialisme en Chine.

Des lecteurs d'Angers

TRIBUNE

POUR LE CAMBODGE : UN TEMOIGNAGE

inadmissible qui se developpe contre l'Etat démocratique du Kampuchea, il n'est pas permis de se taire. En attendant de pouvoir aller juger sur place, il faut tenter de confronter les témoignages de «Khmers rouges» et d'observateurs étrangers de bonne foi. Pour ne donner que trois exemples, on retiendra d'abord le long article d'André Fontaine dans «Le Monde» du 29 avril 1976, intitulé «L'indignation sélective». Ce texte est abominable, dans le fond et dans la forme. Fontaine commence par feindre l'objectivité («terribles accusations», un million et demi au moins ?- de victimes de l'épuration, Sihanouk prisonnier et muet, lui qui fut «si disert», exécutions nombreuses «parmi les serviteurs de l'ancien régime, les classes ex-dirigeantes et les intellectuels»). Ensuite, il parle de rumeurs d'origine bien connue, pour procéder à des affirmations gratuites et même pour écrire des mensonges qui prouvent qu'il n'a même pas lu la Constitution du Kampuchea démocratique : il aurait vu que jamais le mot «socialisme» n'y figure. Où a-t-il vu que les «Khmers rouges»... «se réclament du socialisme ?» Le rédacteur en chef d'un journal qui prétend être objectif et sérieux a donc commis une mauvaise action.

Inutile d'insister sur l'indignation de Mitterrand, qui ne s'embarrasse d'aucun début de commencement de preuve, pour écrire dans «L'Unité» du 20

avril: «Il n'y a pas d'excuse pour le gouvernement, pour le système, pour les méthodes des Khmers rouges du Cambodge». Et le premier secrétaire du Parti «Socialiste» de conclure: «A Phnom Penh, on en est là». On conviendra que l'ancien ministre, d'abord de l'intérieur (1954), puis de la justice (1956), est orfèvre en la matière. Comme dirait Jacques Fauvet (dans «Le Monden du 2 mars 1976): «Il y a assez à dire du passé du premier secrétaire...»

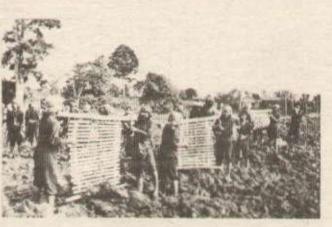
Enfin, Jean Lacouture, dans le «Nouvel Observa-teur» du 17 mai 1976, donne ce qu'il appelle «un témoignage» sur «le Cambodge vu de Hanoï». Lå encore, quelle légèreté dans les affirmations fondées, paraît-il, sur «d'irrécusables témoignages» ! Il est question de «terreur» et d'«épouvante», de l'«opération de répression infantile la plus irréductible au socialisme scientifique», du «volontarisme hystérique» etc... Que tout cela est peu scientifigue | Bien entendu, Jean Lacouture n'a pas mis les pieds à Phnom Penh.

Je suis, il est vrai, dans le même cas. Au moins ai-je fait l'effort d'information nécessaire. Voici comment : je viens de passer le mois de mai en Afrique noire. C'est là que, le 15 mai, je lis, dans le journal local qu'une délégation cambodgienne est en visite à Dakar, où elle doit être reçue officiellement par le président Senghor. Je saute dans un avion et, à Dakar, le 17 mai à 17 h, j'ai la grande joie de voir, en tête-à-tête, mon vieil ami l'ancien ambassadeur du Cambodge au Sénégal. Il vient de Phnom Penh où il a laissé sa femme et ses enfants. Détendu et souriant, il répond à toutes mes questions et sa seule présence, comme ses fonctions d'ambassadeur itinérant, montrent la confiance qui est faite à cet ancien membre du cabinet de Sihanouk, qui n'a jamais été communiste. Il est vrai, me dit-il, que le Cambodge a perdu un

fait de la guerre américaine, ce qui est tout autre chose. Quant au fameux «bain de sang», il est évident qu'il y a eu des exécutions et des règlements de comptes. Qu'on pense à notre révolution, aux massacres de septembre (1792), à la «Terreur» (1793), à l'Epuration des collabos en 1945 : là aussi, on a avancé des chiffres énormes, alors que Robert Aron l'a démontré, si près de 200 000 Français ont été «inquiétés», si 7 037 condamnations à mort ont été prononcées, il n'y eut que 791 exécutions («Le Monden, daté du 12 avril 1975, p.23). J'ai demandé à aller, à mes frais, avec quelques amis, à Phnom Penh, dès que ce sera possible. L'Etat démocratique du Kampuchea attend que soient pansées les blessures de la guerre pour laisser venir des journalistes ou même des vieux amis. J'ajoute que j'ai eu, sur tous les points. confirmation de la bouche d'un ambassadeur africain à Pékin, récemment rentré en passant par Phnom Penh. Quant à Norodom Sihanouk (dont se soucient tellement nos bons apôtres de la «grande presse» bourgeoise), il va bien, il est chez lui avec sa femme, au Palais royal, et le nouveau régime a pour lui, les égards qu'il a mérités par son attitude patriotique, pendant cinq ans d'exil chez ses amis chi-

million de morts, mais du

Vincent MONTEIL Paris, le 2/6/76 Co-président de «France-Cambodge» (depuis 1970) et membre d'honneur du FUNK (depuis 1970).



une puissante force revolutionnaire

Pour toute correspondance : REBELLES : 57, rue Ordener 75 018 PARIS

Abonnements: 6 mois (6 numéros) 16 francs, 1 an (12 numéros) 30 F. Abonnement de soutien 50 F et

Communiqués...

CAEN

CINÉMA LUX - STUDIO DU 7º ART 12 films COMMENT YUKONG DÉPLAÇA LES MONTAGNES de Joris Ivens et Marceline Loridan

Vendredi 11 à 19 h 15 Mercredi 9 à 19 h 15 Vendredi 11 à 17 h 00 Jeudi 10 à 14 h 00 Samedi 12 à 19 h 00 Mardi 15 à 19 h 30 Jeudi 10 à 21 h 30 Lundi 14 à 17 h 00

Samedi 12 à 14 h 00 Lundi 14 à 19 h 15 Dimanche 13 à 18 h 30 Mardi 15 à 14 h 30

- «les artisans»
- «Une femme, une famille» - «Le professeur Tsien»
- «Le village de pêcheurs»
- «Une histoire de ballon» - «Autour du pétrole»
- «Une répétition à l'Opéra de
- «L'usine de générateurs»
- «Une caserne» «Entraînement au Cirque de
- «Impression d'une ville

Shanghai»

MONTREUIL

Vendredi 11 Juin à 20 h 17, rue Hoche à Montreuil

 Montage-diapositives sur les femmes : «L'éternel féminin», suivi d'un débat.

Organisé par le «groupe femmes» de Montreuil.

PARIS

SAMEDI 12 JUIN 1976 de 14 heures à minuit

AGECA 177 rue de Charonne - Paris - Mº Alexandre - Dumas - Bus 76 **JOURNÉE DE LUTTES**

TRAVAILLEURS-ETUDIANTS AFRICAINS Contre les conditions misérables de vie, de travail et

d'études

· Sélections, restrictions et loyers chers dans les résidences universitaires

Contre la répression

· Racisme et tracasseries policières

Expulsion (Foyers SONACOTRA, Maison d'Afriqu.,

Pour l'unité d'action travailleurs-étudiants

- Pour briser l'isolement des luttes
- · Pour l'unité dans la lutte

ATDF, ASTGF, Fetrani, FEANF, Comité de la Maison d'Afrique, Comité des travailleurs africains de Strasbourg-Saint-Denis

> Le Quotidien du Peuple Publication du PCRmI Adresse Postale: BP 225 75924 Paris Cédex 19

CCP nº 23 132 48 F paris Dir. de Pub.: Y. Chevet-Imp. IPCC Paris Distr. parles NMPP-CP:56942

TELEPHONEZ AU QUOTIDIEN 208.65.61

TELEVISION

Mercredi soir sur TF1, «En vouloir ou pas?»

AVOIR DES ENFANTS... ET POUVOIR LES ELEVER

L'émission d'Igor Barrère et Étienne Lalou consacrée à la contraception et à l'avortement se composait d'interviewes de femmes qui venaient à la consultation de l'hôpital Antoine-Beclère de Clamart, interviewes commentées ensuite par le professeur Papiernik qui dirige la maternité de l'hôpital.

La première interview était particulièrement significative. Cette jeune femme de trente-quatre ans a trois enfants. Enceinte pour la quatrième fois, elle fait une demande d'avortement. Pourquoi ? Est-elle contre le fait d'avoir des enfants ? Non: ses trois enfants étaient au contraire désirés. Est-elle par principe pour l'avortement, l'envisage-t-elle avec sérénité ? Non plus, comme elle l'explique l'avortement heurte son désir d'avoir des enfants, désir qui lui paraît naturel. Dans son cas, l'avortement se pose en terme de nécessité, d'obligation : elle est seule à travailler, son mari est au châmage depuis de longs mois. Elle ne veut pas d'autre enfant parce qu'elle ne pourra pas l'élever correc-

Dès le début de l'émission, était donc posé le cadre fondamental dans lequel il faut aujourd'hui envisager l'avortement. D'un côté, le désir de cette jeune travailleuse d'avoir des enfants, de l'autre les obstacles dressés par l'organisation capitaliste de la société, vie chère, chômage, manque de crèches... qui empêchent les 1 femmes du peuple de pouvoir élever les enfants qu'elles souhaitent. Cette contrainte au recours à l'avortement devant laquelle sont placées de nombreuses femmes traduit aussi la situation d'une société qui ne donne

même pas l'information nécessaire sur les moyens contraceptifs, information pouvant aider à maîtriser le problème de la naissance des enfants que l'on désire.

La contradiction de notre société entre le désir d'avoir des enfants et les obstacles pour les élever était exprimée clairement. Mais elle est aussi souvent vécue d'une façon confuse. C'est en tout cas ce que l'on pouvait retenir des déclarations du professeur Papiernik sur l'utilisation de la contraception. Beaucoup de femmes qui se servent de moyens contraceptifs s'arrêtent de les employer, «sans raisons apparentes» ou en avançant des motifs peu satisfaisant d'un point de vue scientifique. Selon le professeur Papiernik, la prise de moyens contraceptifs s'accompagne en permanence du désir inverse, celui d'avoir des enfants, Lorsque cet

aspect de la contradiction prend le dessus, la femme interrompt la contraception. On a vu plus haut quelle était la base sociale et économique de cette contradiction. Aussi peut-on reprocher au professeur Papiernik de ne s'être pas appuyé sur cette réalité et au contraire d'avoir posé le problème en termes de nature humaine (et ici d'une nature «féminine»).

Notons toutefois les déclarations très positives de ce gynécologue sur le problème de l'avortement. Après avoir reconnu la difficulté pour un gynécologue - accoucheur d'accepter l'idée d'avoir à pratiquer l'opération inverse de ce qu'il avait choisi de faire, il a affirmé : «Ce n'est pas au médecin à prendre la décision à la place de la femme, il n'a pas à jouer le rôle d'un moralisateur». Cette position tranche sur les efforts réactionnaires du Conseil de l'Ordre des médecins, pour empêcher la légalisation de l'avortement.

En même temps, aussi

intéressante que soit l'émission, elle est passée à côté de bien des problèmes que rencontrent les femmes du peuple. Trois jours après le procès des militantes du MLAC d'Aix-en-Provence qui montre comment la bourgeoisie réprime les travailleurs qui dénoncent les insuffisances et la non-application de la loi Veil, le choix fait par Barrère et Lalou de nous montrer une maternité «modèle» revenait à escamoter la réalité : l'absence d'une large diffusion des moyens contraceptifs, le refus par beaucoup de «patrons» d'hôpitaux et de cfiniques d'effectuer des avortements. la répression exercée par la justice bourgeoise sur les femmes qui prennent en mains la résolution effective de leurs problèmes.

Claude ANCHER

VENDREDI 11 JUIN

- 18 h 10 L'île aux enfants A la bonne heure 19 h 00 - Chateau espérance
- 19 h 20 -Actualités Régionales
- Une minute pour
- les femmes 19 h 45 - Alors raconte
- 20 h 00 JOURNAL 20 h 30 Au théâtre ce soir
- Liberté provisoire 22 h 30 - Arcana
- 23 h 35 JOURNAL et fin

A2

- 18 h 15 Le palmarès des
- enfants 18 h 30 TV service
- 18 h 55 Des chiffres et des
- lettres 19 h 20 - Actualités
- Régionales 19 h 45 - Y a un truc
- 20 h 00 JOURNAL
- 20 h 30 Le chirurgien de St-Chad feuilleton 21 h 40 Apostrophes
- 22 h 45 JOURNAL 22 h 50 - Psaume rouge
- Film hongrois 1971
- 0 h 15 Fin

FR3

- 19 h 05 Emissions
- Régionales 19 h 20 - Actualités
- Régionales
- Tribune libre Journal
- Les jeux de 20 h 20 h 00
- 20 h 30 - Vendredi
- 21 h 30 America 22 h 20 JOURNAL

22 h 35 - Fin

feuilleton HON DAT

RESUME .

Avant de quittert Hon Dat, le commandant diémiste a décidé de dynamiter l'entrée de la grotte. Il fait nuit. Ngan , avec d'autres partisans, assure la garde.

48° EPISODE

LE DYNAMITAGE

Il venait d'entendre un bruit à peine perceptible, comme un bruissement de feuilles que le vent chassait sur le sol de la grotte. Il fit de la lumière. Un sac de toile grise attaché à une perche s'avançait dans l'ouverture. Une mèche brûlait en dégageant une abondante fumée. Quyen et les deux hommes fixaient des yeux ce paquet qui glissait vers eux. Voyant que Ngan était empêtré par sa mitraillette et sa torche électrique, Quyen sauta sur la charge de dynamite, s'en saisit et la jeta au dehors. Quand elle roula à l'intérieur, Ngan la soutint à bras le corps. Une formidable déflagration se fit entendre. Quyen et ses compagnons furent soulevés un instant au-dessus du sol tandis que la terre volait autour d'eux. Grâce au soutien de Ngan , la jeune fille n'eut aucun mal. Elle ramassa sa carabine.

Replions-nous ! cria Ngan.

Il éclaira le chemin pour Tu Nghiep et Quyen. Au premier embranchement ils s'arrêtèrent. Nghiep s'accroupit sur le sol et dit en soufflant :

Un peu plus et on était réduit en poussière tous les trois. Sacrebleu, cette mèche était franchement sinistre!

Hai Thep arriva avec ses hommes :

Ngan, où es-tu ? Et les autres ?

Nous voilá tous indemnes. On a découvert à temps le paquet de dynamite qu'ils nous destinaient. Quyen l'a rejeté dehors.

Bravo I Je savais bien qu'ils recourraient à la dynamite.

Il éclaira le passage du faisceau lumineux de sa lampe. Rien n'attirait son attention.



Restez ici, mais il faut être prêt à intercepter d'éventuels assaillants. Ba Ren, tu es là 7

Restes-là avec tes hommes pour renforcer la garde.

Pour sûr.

Ba Ren s'avança et vint tâter son compère Tu Nghiep sur tout le corps.

Sain et sauf, ma parole ! Eh bien, c'est le moment d'aller vous reposer, passez moi le gourdin.

Une nouvelle explosion se fit entendre et le souffle secoua tout le monde. Des débris de roche frappaient les parois. Une fumée noire et opaque

DE ANH DUC

d'étranges bruits comme si la roche craquait. Je tiens la lampe, dit Hai Thep. Armes à l'épaule, tous ! Abattez le premier qui se présente !

montait. La grotte violemment ébranlée émettait

Ngan reposa sa Thompson sur un rocher et indiqua à Quyen un emplacement voisin. Quyen appuya la crosse de sa carabine contre son épaule. Elle vit la fumée se disperser un peu. La muraille était abattue de moitié. Le reste gisait en un tas de décombres. La lampe électrique s'éteignit brusquement. Quand elle s'alluma une seconde plus tard, le jet de lumière montra un ennemi qui sautait en haut du tas de décombres, un paquet d'explosif sous le bras. Quatre coups de fusils claquèrent en même temps. Le soldat s'arrêta et laissa tomber la dynamite. Il s'affaissa sur place tandis que la mèche brûlait, brûlait. Quyen n'eut que le temps de pousser un «Ah !» terrifié et de se cacher derrière le rocher lorsque l'explosion survint.

Même fumée noire. Mêmes débris qui volaient. Mais aucune trace du soldat. Un pan de roche sur la paroi supérieure tomba sur le sol. (...).

Les fusils étaient prêts à tirer à la moindre alerte. 'Quyen s'impatientait, incommodée par cette lumière qui s'allumait et s'éteignait alternativement. Elle avait dû on ne sait combien de fois mettre et remettre son doigt sur la détente. Ses yeux cependant ne quittaient pas un instant l'entrée de la grotte. A un moment donné, même sans lumière, celle-ci lui apparut avec assez de netteté. La l'une ! Plus d'obscurité devant eux, mais une pénombre bleue devenue de plus en plus claire. Quyen pouvait maintenant discerner le tas de décombres à la lumière de la lune. Hai Thep jugea utile de maintenir la lampe allumée. Il confia la garde à Ba Ren et permit aux autres d'aller se reposer. (à suivre).

La prison de Stammheim ; à l'image du régime

par Marc ANDRÉ et Gérard LINKEN

RENFORCEMENT POLICIER EN RFA ET VOLONTÉ HÉGÉMONIQUE EN EUROPE DE LA BOURGEOISIE ALLEMANDE

Interdictions professionnelles, renforcement policier, manipulation des médias et liberté de la presse, détention pénitentiaire et privation sensorielle, limitation des droits de la défense,... la série d'articles que nous venons de publier fournit un tableau assez saisissant de toutes les entraves aux libertés démocratiques qui existent en RFA aujourd'hui et se multiplient chaque jour. Avant de terminer notre reportage avec l'examen de la situation de la classe ouvrière allemande et de ses luttes, il nous semble nécessaire de faire le point.

C'est un article de Willy Brandt, paru dans «France-Soir» daté d'hier, qui nous y incite. Brandt entend répondre au «comité contre lesinterdictions professionnelles», mis sur pied par des membres du PS et présidé par Mitterrand. II est significatif que Brandt ait été chargé de cette réponse. Parce qu'il n'a pas, à

l'encontre de toute une série d'hommes politiques allemands, eu un passé douteux pendant la guerre, parce qu'il n'exerce pas directement le pouvoir aujourd'hui, Willy Brandt est sans doute l'homme le plus capable de semer des illusions sur la nature du régime allemand actuel I Et c'est ce à quoi il s'attache.

LES MAUVAISES RAISONS DE M. BRANDT

L'argumentation de l'article en elle-même n'est pas originale, c'est celle-là même qui a cours dans le SPD pour convaincre les récalcitrants qui dénoncent la participation du SPD à la politique de répression :

1) Il est nécessaire que la RFA se protège des deux extrêmismes, de droite et de gauche, qui tous deux menacent la constitution. Par son passé, par les pressions de la RDA, la RFA est plus rulnérable face aux extrêmismes que les autres pays européens, elle doit s'en protéger.

2) Dans cette lutte contre les extrêmismes, certes, il y a eu des bavures regrettables mais nos tribunaux sont à même de les corriger.

Évidemment, une telle argumentation est particulièrement fallacieuse, les élé-

RECTIFICATIF

Dans le «témoignage d'un journaliste progressiste» publié hier, il fallait lire : «J'avais fait une interview de J.P.Sartre en 1974, juste avant sa visite chez A.Baader» et non pas vjuste avant ma visiments rassemblés par notre enquête le démontrent amplement:

 Le SPD peut toujours, parler de lutte contre les extrémismes, on a vu comment un nombre impressionnant de fonctionnaires du III* Reich ont continué leur carrière sous Adenauer et Brandt, sans aucun problème. Au point qu'aujourd'hui, non seulement les poursuites contre ceux qui glorifient le IIIª Reich sont tres rares, pour ne pas dire inexistantes, mais aussi les juges responsables des enquêtes sur les interdictions professionnelles sont souvent des juges issus de l'appareil nazi comme Weber-Lortsh, De Chapeaurouge, Geiger... (voir QdP du 4 juin). On voit quel extrêmisme est favorisé, lequel est combattu.

 Le SPD peut toujours parler de quelques bavures dans l'application du décret sur les radicaux, il ne fait que démontrer la conception extrêmement restrictive qu'il véhicule des libertés démocratiques. Interdire nommément la participation à la fonction publique aux révolutionnaires, à ceux qui se réclament du marxisme, instaurer un système de délation entre les fonctionnaires. généraliser les enquêtes et le

que cette politique a de systématique, cela n'est nullement remis en cause par Brandt. Tout au plus, admet-il que dans quelques cas, des erreurs ont été

fichage, tout cela, tout ce C'est pourtant bien la série de mesures prises depuis huit ans qui fonde aujourd'hui un État autoritaire en RFA. Au-delà même des interdictions professionnelles, nous avons bien noté une série de

renforcement autoritaire qui sévit en RFA aujourd'hui. Parce que force est de

constater que ce n'est pas pour faire face à de très graves contradictions de classes que le SPD a engagé

illy Brandt écrit

Une campagne malveillante est dirigée contre l'Allemagne >



la bourgeoisie allemande dans cette voie de perfectionnement de l'appareil d'État. Ce processus continue depuis 1968 et ne peut se comprendre s'il n'est pas rapporté aux efforts permanents de la RFA pour importer ses méthodes, et pour arriver, dans le cadre d'une Europe unie, à l'existence d'un potentiel répressif capable de mater les révoltes des peuples et d'enrayer les graves crises politiques qui se développent en France et en Italie par exemple ! C'est-àdire que, pour les dirigeants allemands, le renforcement de l'appareil d'État qu'ils ont mené depuis huit ans n'est pas simplement destiné à prévenir le réveil et l'organisation révolutionnaire du prolétariat allemand, mais aussi à constituer la pièce maîtresse du dispositif policier de l'Europe à venir, Europe qui, bien évidemment pour les dirigeants de Bonn, se devrait d'être une Europe dominée par l'Allemagne, comme elle l'est déjà !

commises : quelques cas, alors qu'il y a eu près de deux mille exclusions et six cent cinquante mille dossiers constitués !

· Enfin, Brandt est curieusement muet sur l'ensemble même de la politique répressive qu'il a mise en ceuvre depuis 69, avant de laisser la place de chancelier à Schmidt, il y a deux ans.

mesures convergentes, qu'il s'agisse des lois d'urgence et d'exception, du renforcement et du perfectionnement du BGS (ancienne police des frontières), des réformes du code de procédure pénale, des droits des détenus politiques ou de la liberté de presse. Mais de celles-là, Brandt ne parle pas du tout, comme si c'était chose tout à fait normale.

MENACES CONTRE LES PEUPLES D'EUROPE

Mais en fait, plus que les arguments qu'il déploje et qui sont très faibles, ce sont les raisons qui poussent Brandt à intervenir personnellement dans un journal français qui nous intéressent. C'est Brandt lui-même qui développait devant des ouvriers allemands «Nous devons être un modèle pour l'Europe», commentaire qui, placardé sur les murs en RFA, est devenu une sorte de mot d'ordre. Dans son commentaire à «France-Soir», Brandt écrit à l'adresse des socialistes français : «Ils devraient voir dans les démarches que j'ai annoncées, la preuve de notre volonté de poursuivre nos échanges de vue, ce qui est tout à fait normal entre amis et même souhaitable dans la perspective d'une politique européenne».

La question de la construction européenne et de la place que tiendrait l'Allemagne est une des préoccupations centrales des dirigeants allemands. Ils utilisent à fond ce qu'on appelle «le modèle allemand» (consensus social, climat politique stable, stabilité économique...) et la séduction qu'il opère sur les bourgeoisies européennes en crise, pour accentuer feur pression sur leurs rivaux européens. L'article de Brandt vise à rétablir cette image de marque de l'impérialisme allemand, nécessaire aujourd'hui pour ses tentatives de domination de

Et c'est d'ailleurs sans doute dans cette volonté d'édifier une Europe sous domination allemande, que s'explique aussi le formidable

UNE COLLABORATION DÉJA EN ŒUVRE

Ce projet allemand est d'ailleurs assez clair avec la collaboration dans différents domaines que la RFA a menée avec ses partenaires européens. Au niveau gouvernemental d'abord où Maihoffer, le ministre de l'Intérieur, se fait le champion d'une collaboration entre les polices européennes, réclame la mise en commun de fichiers. Collaboration qui neut aller assez loin : exemple, en août de l'année dernière, la police allemande est intervenue sur le sol français en coopération avec la DST dans une village des Cévennes pour y surveiller et tenter d'y appréhender des terroristes allemands soupconnés d'appartenir à la RAF (Fraction Armée Rouge). Le «Bild» en faisait même de grosses manchettes ! Ce sont les journalistes français en allant sur place qui ont démenti l'affaire : s'il n'y avait personne de la RAF (Baader-Meinhof...), il y avait bien des policiers allemands opérant dans la région.

En Hollande, l'année dernière aussi, cette collaboration européenne a effectivement débouché sur des réelles arrestations. Maihoffer ne cache pas que cette collaboration doit encore progresser : ne réclamait-il

pas, après l'affaire du commando où les ministres. de l'OPEP avaient été retenus et libérés plus tard à Alger, que les États civilisés se groupent et interviennent contre «ces soi-disant États, qui ne sont que des bandes de terroristes organisés». visant par là, l'Algérie et le Yémen du Sud...

C'est pourquoi la lutte conen Allemagne, et la vigilance dont il faut faire preuve face à ce phénomène, n'est pas la seule affaire du peuple allemand, mais aussi pour une part importante, celle des peuples européens, et particulièrement celle du peuple de notre pays.

> DEMAIN, LA SITUATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE ALLEMANDE